



Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion

**CESAG EXECUTIVE
EDUCATION**

**MBA-Administration et Gestion
des Entreprises**

**Promotion 12
(2013-2014)**

Mémoire de fin d'étude

THEME

Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.

Présenté par :

Abdoulaye SALL

Dirigé par :

Monsieur Jean Martin COLY
Enseignant Associé CESAG

Avril 2015

Dédicace

Je dédie ce travail :

- à mon père Mamadou SALL qui n'a ménagé aucun effort pour le bonheur et la réussite de ses enfants ;
- à ma défunte mère Ramata BA pour son amour indéfectible ;
- à mon épouse Marième COULIBALY pour son soutien sans faille ;
- ainsi qu'à mes frères et sœurs qui m'ont toujours encouragé.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail :

- l'Etat du Sénégal qui a pris en charge ma formation à travers le BOM (Bureau Organisation et Méthodes) ;
- M. Jean Martin COLY, mon directeur de mémoire, pour son encadrement, sa générosité et son humanisme ;
- Mme l'Inspectrice d'Académie de Thiès ;
- MM. Les Inspecteurs de l'Education et de la Formation de Thiès-Ville, Thiès-Département, Mbour1, Mbour 2 et Tivaouane ;
- l'Expert/JICA-PREMST/MEN ;
- les Coordonnateurs Nationaux du PREMST et du PAES ;
- toutes les équipes PREMST et PAES de la région de Thiès ;
- tous les enseignants et élèves des écoles visitées ;
- tous nos formateurs du CESAG et nos camarades de promotion ;
- tous ceux qui de près ou de loin nous ont soutenu.

Sigles et abréviations utilisés dans cette étude

ACDI :	Agence Canadienne de Développement International
AFD :	Agence Française de Développement
ANSD :	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
APD :	Aide Publique au Développement
CAP :	Cellule d'Animation Pédagogique
CDSMT :	Cadre des dépenses sectorielles à moyen terme
CODEC :	Collectif des Directeurs d'Ecole
COSYDEP :	Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Ecole Publique
CRES :	Consortium pour la Recherche Economique et Sociale
CRFPE :	Centre Régional de Formation des Personnels de l'Education
EFA :	Ecole franco-arabe
EPT :	Education Pour Tous
FEM :	Forum Economique Mondial
I.A :	Inspection d'Académie
IEF :	Inspection de l'Education et de la Formation
JICA :	Agence Japonaise de Coopération Internationale
LGPSEF :	Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation
MEN:	Ministère de l'Education Nationale
OCDE :	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
OMD :	Objectif du Millénaire pour le Développement
PAES :	Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire
PALME :	Partenariat pour l'Amélioration de la Lecture et des Mathématiques à l'Elémentaire
PAQUET :	Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence
PASEC :	Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs des pays de la CONFEMEN
PDEF :	Programme Décennal de l'Education et de la Formation
PDEF :	Programme Décennal de l'Education et de la Formation
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
POBA :	Plan d'Opérations et Budget Annuel
PPP :	Partenariat Public Privé

- PREMST :** Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie
- PTF :** Partenaires Techniques et Financiers
- SNERS :** Système National d'Evaluation des Rendements Scolaires
- UCGE :** Union des Comités de Gestion d'Ecole
- USAID :** Agence des Etats unis pour le Développement International

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Résumé exécutif du mémoire

La préoccupation majeure de cette étude s'attache à avoir une vision claire des actions réalisées par la JICA dans la région de Thiès, d'évaluer et d'améliorer au besoin les stratégies d'intervention développées.

Notre intérêt porte sur la contribution des PTF en général et de la JICA en particulier au financement de l'Education au Sénégal.

La démarche de travail s'est appuyée sur une analyse critique des réalisations de la JICA dans la région de Thiès d'une part et d'autre part de mesurer leurs impacts sur les bénéficiaires.

La première partie expose le contexte d'étude sur l'évaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal en général et de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès en particulier. Elle tente de définir les questions que soulève ce thème. Bien que la contribution des PTF dans le système éducatif ne date pas d'aujourd'hui, il s'agit d'analyser les différentes approches de financement de l'éducation au Sénégal par le PTF et plus précisément de mesurer les impacts des actions de la JICA au niveau des bénéficiaires.

Le cœur de notre étude est la deuxième partie qui vise à faire le point sur le cadre d'étude et la méthodologie de recherche. Le travail a consisté à recueillir des données sur les interventions de la JICA à travers la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires, la formation des enseignants dans le cadre du PREMST et l'amélioration de la gestion scolaire des écoles avec le PAES. C'est avec un questionnaire, un guide d'entretien, un post-test et une grille d'observation de leçons que l'enquête a été conduite auprès de cinquante(50) acteurs des niveaux central et déconcentré du système éducatif sénégalais.

La troisième partie met en exergue le traitement et l'exploitation des données qui ont permis d'identifier des effets induits sur les différents bénéficiaires des actions réalisées par la JICA dans l'Inspection d'Académie de Thiès.

Notre étude qui s'était fixée comme objectif général de participer, à travers les réalisations de la JICA, aux diagnostics des actions menées par les PTF et à l'amélioration de la

qualité de celles-ci a servi à l'élaboration d'une série de recommandations orientées vers un multi-partenariat renforcé pour la réalisation de programmes de développement dans le secteur éducatif.

Au vu des résultats constatés sur le terrain, il est possible de livrer toutes les stratégies développées par les PTF et basées sur des actions méthodiquement construites. Un tel travail constitue juste une contribution dans le vaste champ des études sur le financement du système éducatif sénégalais par les partenaires techniques et financiers.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Liste des figures

Figure 1 : carte de la région de Thiès	20
Figure 2 : Situation géographique de la JICA au Sénégal.....	25
Figure 3 : Schéma de déclinaison de la vision de la JICA	27
Figure 4 : Schéma de déclinaison des missions et orientations stratégiques de la JICA.....	28
Figure 5 : Situation des constructions de salles de classes (2012-2014).....	33
Figure 6 : Situation des ouvrages annexes (2012-2014).....	34
Figure 7 : Résultats des élèves : (CFEE : 2014).....	35
Figure 8 : Résultats par académie en pourcentage EN MATH	35
Figure 9 : Capacité des enseignants formateurs	37
Figure 10 : Capacités des formateurs lors des séances d'étude de leçons.....	37
Figure 11 : Capacités des enseignants formés dans les CAP	38
Figure 12 : Observations des leçons	38
Figure 13 : Observations des leçons.....	39

Liste des annexes

Annexe 1 : Guide d'entretien adressé au Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale.....	52
Annexe 2 : Guide d'entretien adressé au Secrétaire Général de l'I.A de Thiès et Coordonnateur régional du PREMST.....	54
Annexe 3 : Guide d'entretien adressé au Chef du bureau JICA/Sénégal.....	56
Annexe 4 : Guide d'entretien adressé à Takeshi Miyazaki (EdD.).....	58
Annexe 5 : Guide d'entretien adressé au Coordonnateur national du PREMST 2.....	59
Annexe 6 : Guide d'entretien adressé au Coordonnateur national du PAES 2.....	60
Annexe 7 : Guide d'entretien adressé aux IEF.....	62
Annexe 8 : Guide d'entretien adressé aux Directeurs d'école.....	64
Annexe 9 : Guide d'entretien adressé aux parents d'élèves.....	69
Annexe 10 : Grille d'observation de leçon.....	71
Annexe 11 : Questionnaire adressé aux enseignants.....	73
Annexe 12 : Situation des constructions de salle de classe et ouvrages annexes.....	77

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET CONTEXTE DE L'ETUDE.....	11
Chapitre 1 : CADRE THEORIQUE.....	12
1.1 Revue de littérature.....	12
1.2 Analyse conceptuelle.....	15
Chapitre 2 : CONTEXTE DE L'ETUDE.....	20
2.1. Présentation du cadre d'étude.....	20
2.2. Méthodologie de recherche.....	28
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION, ANALYSE, INTERPRETATIONS DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS	32
Chapitre 3 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....	33
3.1. Présentation des résultats.....	33
3.2. Analyse des résultats.....	39
Chapitre 4 : RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES.....	43
4.1. Recommandations.....	43
4.2. Perspectives.....	45
CONCLUSION GENERALE	48
ANNEXES	51
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	79
TABLE DES MATIERES.....	82

INTRODUCTION GENERALE

CESAG
BIBLIOTHEQUE

Il est relativement rare d'étudier l'éducation sous l'angle de l'analyse des interventions des Partenaires Techniques et Financiers dans le financement du système éducatif sénégalais.

Dans le cadre de cette étude, cette voie extrêmement féconde pourrait conforter les stratégies d'intervention des PTF sur leur utilité et leurs impacts sur les bénéficiaires.

Le choix de ce thème procède :

- de la contribution des Partenaires Techniques et Financiers au financement de l'éducation dans le contexte du PAQUET-EF ;
- des rapports avec la JICA dans le cadre nos activités professionnelles : constructions d'infrastructures scolaires, formation continuée des enseignants dans le cadre du PREMST (Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques des Sciences et de la Technologie), prise en charge et résolution des problèmes du système éducatif à la base avec le PAES (Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire).

Il s'avère donc que cette étude trouve ses intérêts à des niveaux différents :

- Pour nous :
 - disposer d'informations précises sur la contribution de PTF en général et de la JICA en particulier au financement de l'Education ;
 - Concevoir et tester des outils d'évaluation : questionnaire, guides d'entretien individuel et d'entretien de groupe, fiches d'observation de leçon ;
 - Approfondir mes connaissances en recherches qualitatives
 - Contribuer à l'analyse de l'intervention des PTF dans le secteur de l'Education
- Pour la JICA :
 - Avoir une vision claire des actions déroulées sur le terrain ;
 - Enrichir la base de l'entité ;
 - Evaluer et améliorer au besoin les stratégies d'intervention développées.

Plus précisément, il s'agit d'une part de décrire une pratique et de porter un regard critique sur les réalisations de la JICA dans la région de Thiès et d'autre part de mesurer leurs impacts sur les bénéficiaires.

En effet, étudier la question du financement de l'éducation perçue comme un processus « donnant-donnant » à travers la contribution des PTF nous fournit des informations pertinentes afin d'améliorer les logiques d'action et de sens mises en œuvre dans les programmes d'éducation.

Dans le cadre de cette étude, nous sommes amenés à participer aux diagnostics des actions menées par les PTF et à l'amélioration de la qualité de celles-ci.

Arrimé aux orientations stratégiques du PAQUET, il apparaît nécessaire que le financement par les PTF contribue au développement de l'éducation de tous dans la poursuite des Objectifs du millénaire pour le développement, principalement pour l'OMD2. Le financement de l'éducation par les PTF a connu des fluctuations dans un contexte international marqué par une concurrence accrue et une crise financière au cours des années 2007-2009. Au Sénégal comme partout en Afrique, « le rythme de croissance annuel moyen des ressources attendues des PTF était de 12%, celui réalisé pour la décennie est de 9 »¹. Cette fluctuation de la contribution des PTF traduit le manque de prévisibilité du financement en provenance des partenaires et un recul de l'appui financier à un niveau très en dessous des besoins de financement.

Conformément aux missions qui lui incombent en qualité d'agence d'exécution de l'APD du Japon et considérant que les problèmes de financement du système éducatif sénégalais ne peuvent être résolus que si les efforts du gouvernement sont renforcés et soutenus dans un programme favorisant un développement plus inclusif pour promouvoir la sécurité humaine, la JICA « envisage de déployer une coopération technique et financière énergique qui contribue à la révision des politiques et systèmes nécessaires à l'amélioration du climat de l'investissement »².

C'est dans ce sens qu'au Sénégal « le secteur de l'éducation a bénéficié d'un engagement réel de tous les acteurs internes et extérieurs. Le contexte national est favorable à une augmentation des dépenses publiques d'éducation et une contribution accrue des ménages au financement de l'éducation. Le Gouvernement a agi sur plusieurs paramètres pour accroître les ressources publiques allouées à l'éducation. Les crédits mis à la disposition du

¹ MEN, PAQUET-EF 2013-2025.

² JICA, Feuille de route, 2012

système éducatif se sont accrus au cours des 10 ans du PDEF »³. Mis en œuvre à partir de 2013, le PAQUET fixe les orientations du Sénégal en matière d'éducation et de formation jusqu'en 2025. A cet effet, une utilisation efficiente des ressources dans une optique de pertinence et d'équité est plus que jamais nécessaire. Le Sénégal envisage ainsi d'améliorer d'une part le « CDSMT et le POBA notamment par la redéfinition des priorités et des critères d'allocation de ressources et de ciblage des dépenses »⁴ et d'autre part les résultats scolaires avec le même niveau de dépense par la mise en place d'« un système d'information financière intégré, performant permettant la visibilité de l'ensemble des financements du secteur ».

Malgré tous ces efforts, des faiblesses majeures qui ont pour nom : déficit important en infrastructures et équipements scolaires et insuffisance d'un système d'informations sur le financement du système éducatif par les différents acteurs constituent des défis persistants à relever.

L'objectif de cette étude est de participer aux diagnostics des actions menées par les PTF et à l'amélioration de la qualité de celles-ci à travers les réalisations de la JICA.

C'est ainsi que les objectifs suivants sont poursuivis :

1. Identifier les réalisations effectuées par la JICA ;
2. Mesurer leurs impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, populations, enseignants, élèves, etc.)
3. Fournir des données fiables et pertinentes
4. Faire des recommandations aux décideurs sur l'importance des choix et des arbitrages potentiels à opérer lorsqu'il s'agit d'investir dans la qualité de l'éducation.

Ainsi ces objectifs spécifiques nous amènent à poser la question principale suivante : Quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?

³ MEN, PAQUET-EF 2013-2025.

⁴ Op.cit.

L'analyse de cette question nous conduit à l'aborder à travers un triple questionnement :

1. quelles sont les réalisations et orientations stratégiques de l'intervention de la JICA en faveur de la région de Thiès ?
2. La JICA et le Gouvernement du Sénégal développent-ils sur le terrain une politique globale de maintenance des équipements et infrastructures scolaires et de pérennisation des acquis dans les différents programmes et projets ?
3. Les stratégies de formation auxquelles on a eu recours jusque-là dans le cadre du PAES et du PREMST ont-elles donné les résultats escomptés en termes de pratiques pédagogiques et d'environnement scolaire améliorés ?

Ces questions fondamentales soulèvent le problème du financement de l'éducation qui se pose non seulement en termes de mobilisation mais aussi d'affectation des ressources. En effet, les pouvoirs publics en Afrique subsaharienne font généralement preuve d'un engagement fort en faveur du développement de l'éducation au travers du financement.

Au cours des années 2000, les dépenses réelles dans l'éducation ont augmenté en moyenne de 6,1% par an⁵ dans une vingtaine de pays d'Afrique. Cette croissance des dépenses d'éducation a permis à de nombreux pays d'augmenter les dépenses par élève tout en accroissant la scolarisation dans l'éducation de base.

Malgré la crise économique mondiale des années 2007-2009, des pays d'Afrique affectent une part importante de leurs ressources au secteur éducatif. C'est ainsi qu'au Sénégal, la mise en œuvre du PDEF a permis un afflux important de ressources publiques en faveur du système éducatif. En effet, les crédits votés pour l'éducation dans le budget de l'Etat ont connu une forte évolution. De 105 milliards de F CFA en 2001, ils ont atteint 432 milliards de F CFA en 2011, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 12,5%. En se référant au budget de fonctionnement de l'Etat hors dette publique et hors charges communes, le gouvernement accorde 40% de son budget, se conformant ainsi aux engagements de l'Etat en matière de financement de l'éducation.

⁵ Source : Le financement de l'Education en Afrique subsaharienne, Institut de Statistique de l'UNESCO, 2011

Par ailleurs, la contribution des PTF au développement de l'éducation est également significative au Sénégal comme dans de nombreux pays d'Afrique. Le montant total de l'APD pour le secteur éducatif dans la région subsaharienne s'est élevé à 2,6 milliards dollars US en 2008 (Source : OCDE-CAD)

Ces ressources mises à disposition ont permis d'enregistrer des progrès au niveau des trois axes stratégiques que sont l'élargissement de l'accès à tous les niveaux du système éducatif, l'amélioration de la qualité des apprentissages et le renforcement des processus de déconcentration /décentralisation.

Malgré ces énormes efforts nationaux et internationaux, bon nombre d'enfants sont scolarisés dans des conditions précaires avec des abris provisoires et des effectifs pléthoriques ne permettant pas un enseignement de qualité. Des évaluations effectuées par le SNERS et la PASEC ont montré qu'un peu plus de la moitié des élèves maîtrisent les compétences de base dans les disciplines fondamentales (lecture, mathématiques et compétences de vie courante).

Comparativement à d'autres pays, le système éducatif sénégalais n'est pas en situation de sous-financement. L'évaluation du PDEF⁶ a fait apparaître des progrès en matière d'accès à tous les niveaux du système éducatif et des avancées significatives au niveau de la réduction de l'écart entre garçons et filles en matière de scolarisation, de l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et la réforme des programmes avec l'Approche par les compétences.

Toutefois, cette même évaluation a souligné de sérieux problèmes qui ont pour noms : non atteinte de l'objectif d'une éducation de base universelle de 10 ans , taux d'analphabétisme des jeunes et des femmes toujours élevé, faible accès à une formation professionnelle pour demandeur de tout niveau, l'inefficacité des investissements, rendements scolaires pas à la hauteur de ressources investies par le gouvernement et ses différents PTF dans le secteur éducatif

⁶ Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence-EF 2013-2025

Pour faire face aux dysfonctionnements constatés et s'adapter à un contexte mondial toujours changeant, le Sénégal se donne pour défi de mettre en place les stratégies les plus appropriées en vue de corriger les défaillances.

Dans sa nouvelle politique d'éducation et de formation⁷, le gouvernement du Sénégal s'appuie sur un des principes directeurs qui guident son action pour renforcer un partenariat invitant à impliquer de manière responsable les différents acteurs politiques, techniques, financiers et sociaux dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets et programmes de développement. En d'autres termes, le financement de l'éducation sera essentiellement assuré en partenariat entre l'Etat, les collectivités locales, les communautés, les parents, la société civile, le secteur privé et les PTF.

Conformément à ces orientations de la LGPSEF reprises dans le PAQUET-Education Formation, la JICA s'engage à soutenir les efforts du Sénégal par « l'harmonisation des interventions et l'alignement de l'assistance au développement fournie sur les priorités nationales »⁸

Pour matérialiser cet engagement, la coopération japonaise intervient dans le système éducatif avec la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires dans les régions de Dakar, Fatick, Kaolack, Louga et Thiès. L'appui de la JICA s'est fait aussi dans la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines à travers le PREMST et le PAES.

Toutefois, une des faiblesses constatées dans la mise en œuvre du PDEF a été l'absence du leadership que devrait exercer le Gouvernement dans la mise en cohérence des interventions des PTF en général. Des démarches singulières et solitaires ont beaucoup prévalu et perduré durant la mise en œuvre du PDEF. A ce constat, s'ajoutent d'autres failles qui ont pour noms : faible capacité d'absorption des ressources extérieures avec un taux d'exécution du POBA de l'ordre de 50, 23% au 31/12/2011 (Source : PAQUET_EF 2013-2025), lenteurs et lourdeurs dans les procédures spécifiques, absence de coordination

⁷ Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation, MEN, 2012

⁸ Feuille de route de la JICA pour l'exercice 20012

des actions engagées sur le terrain par les PTF et ayant comme conséquence dispersion, duplication et même parfois concurrence entre acteurs du système.

Aussi, l'inefficacité des dispositifs d'évaluation et leur périodicité tributaire de la disponibilité des ressources financières extérieures font que les actions ne sont pas toujours évaluées ou que les résultats obtenus sont faiblement exploités.

Toujours est-il que la nécessité d'une meilleure visibilité des ressources mobilisées et l'évaluation de l'impact des réalisations dans le système éducatif ont constitué une problématique intéressant quelques auteurs ou structures.

Des travaux récents consultés montrent que le PDEF n'a pas pu régler la question de la cohérence et la coordination des interventions au niveau local ainsi que leur efficacité et leur pertinence.

C'est dans ce sens que la COSYDEP dans son étude sur « le financement de l'Education au Sénégal : réalités du terrain » révèle une tendance lourde à recourir à des ressources extérieures de plus en plus imprévisibles pour le financement des domaines de souveraineté déterminants pour la qualité. Son analyse l'a conduite à situer l'enjeu sur la nécessité de l'effectivité d'une traçabilité des ressources par une évaluation permanente pour contribuer à une rationalisation et une meilleure orientation des dépenses dans l'éducation.

Le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale dans son « Evaluation des 10 ans du PDEF » remet en question le schéma de financement du système éducatif en soulignant les nouveaux besoins créés par l'explosion des effectifs d'élèves malgré la multiplicité des interventions. Compte tenu de leur potentiel, l'existence d'un cadre fonctionnel de concertation des PTF impliqués dans le processus de mise en œuvre du programme devrait permettre à choisir les sites et les cibles prioritaires pour réaliser des projets pertinents et consensuels de construction et d'équipements scolaires ou de formation d'enseignants.

M. FALL, A. DIAGNE, G. DAFPE, I.BA et A. SECK⁹ posent le problème non seulement en termes de contraintes de plus en plus fortes mais aussi de besoins croissants. Ils soulignent que ces contraintes sont relatives aux fortes pressions démographiques, au niveau élevé atteint par les dépenses publiques allouées à l'éducation parallèlement à la raréfaction des ressources extérieures, mais aussi la concurrence entre le financement de l'éducation et celui d'autres secteurs comme la santé. Leur analyse s'est inscrite dans une réflexion de l'impact des stratégies de financement du système sénégalais et de leur pertinence dans l'amélioration de la qualité des apprentissages.

Dans cette perspective, notre travail a consisté en exploration de terrain auprès des différents acteurs à :

- effectuer une pré-enquête afin d'affiner nos observations premières ;
- faire la cartographie des actions entreprises par la JICA dans la région de Thiès permettant de sélectionner les variables illustratives
- analyser les interventions de la JICA dans le financement du secteur éducatif sénégalais ;
- porter un regard critique sur la pertinence et l'efficacité des réalisations effectuées ;
- recueillir les points de vue des bénéficiaires par rapport aux effets sur les populations ;
- réaliser un système d'informations permettant d'obtenir une situation de référence nécessaire à l'évaluation des PTF dans le financement du système éducatif sénégalais

Au vu de ces différentes étapes, l'orientation générale de ce travail porte sur une capitalisation des bonnes pratiques en termes de contrats d'objectifs claires et d'expériences partagés en vue de mieux organiser le cadre d'interventions des PTF dans le financement du secteur de l'éducation et de la formation.

⁹ le financement de l'éducation au Sénégal, COSYDEP : Réalités du terrain,2010.

La pertinence comme l'efficacité des actions réalisées ne vont pas de soi. Les constructions de salles de classes et d'ouvrages annexes et les acquis des formations dispensées aux enseignants dans la cadre du PREMST et du PAES sont les éléments centraux qui de par leurs impacts sur les résultats scolaires peuvent être facteurs d'amélioration de la qualité des enseignements/apprentissages dans la région de Thiès.

Sous ce rapport, les résultats obtenus pourraient servir d'une part de dispositif d'aide à la décision au niveau de la gestion du système éducatif déconcentré et d'autre part de dispositif d'informations pour les dirigeants au niveau stratégique.

La présente étude diagnostique est structurée autour de deux axes principaux :

- le premier s'intéresse au cadre théorique et au contexte de l'étude. En conséquence, il revient d'abord sur la revue de littérature en analysant les différentes approches au travers d'expériences nationales relatives au financement de l'éducation puis clarifie certains concepts pour une meilleure compréhension de notre travail. Enfin, il présente de manière détaillée le cadre d'étude notamment le contexte spécifique d'intervention de la JICA et la méthodologie de recherche
- le deuxième axe restitue les résultats de la recherche-action que nous avons réalisée dans la région de Thiès. Il est consacré à l'examen des effets induits de l'intervention menée par la JICA sur les différents bénéficiaires et constitue pour nous une situation de référence pour formuler des recommandations et des perspectives en vue d'améliorer la mise en œuvre de la stratégie globale de financement de l'éducation au Sénégal.

**PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET
CONTEXTE DE L'ETUDE**

Chapitre 1 : CADRE THEORIQUE

Il sera question dans ce chapitre de faire la revue de littérature en analysant les différentes approches au travers d'expériences nationales relatives au financement de l'éducation et de clarifier certains concepts pour une meilleure compréhension de notre travail.

1.1 Revue de littérature

1.1.1 Analyse des approches de financement de l'éducation

Dans la mesure de leur pertinence, des documents des organisations privées de plaidoyer et des instituts de recherche ainsi que ceux des organisations internationales qui interviennent dans le secteur du financement de l'éducation ont été consultés.

Des travaux récents de la COSYDEP¹⁰ montrent le PDEF n'a pas pu régler la question de la cohérence et la coordination des interventions au niveau local ainsi que leur efficacité et leur pertinence.

C'est dans son étude sur « le financement de l'Education au Sénégal : réalités du terrain », elle révèle une tendance lourde à recourir à des ressources extérieures de plus en plus imprévisibles pour le financement des domaines de souveraineté déterminants pour la qualité. Le secteur éducatif sénégalais, selon la COSYDEP, est confronté aux défis d'une gestion efficiente, transparente et participative des ressources mais aussi des écarts entre les budgets votés et les crédits alloués aux réalisations se traduisant par une insuffisance des infrastructures scolaires. L'on peut se demander si véritablement l'élaboration du Cadre des dépenses sectorielles à moyen terme (CDSMT) et la tenue des revues sectorielles regroupant tous les services du ministère ont permis d'avoir suffisamment d'informations pertinentes sur le bilan des actions réalisées surtout de leur impact sur les bénéficiaires et des prévisions pour la suite des programmes.

L'étude de la COSYDEP l'a conduite à situer l'enjeu sur la nécessité de l'effectivité d'une traçabilité des ressources par une évaluation permanente pour contribuer d'une part à une rationalisation et une meilleure orientation des dépenses dans l'éducation et d'autre part à un rééquilibrage de la carte scolaire et universitaire.

¹⁰ COSYDEP, Le financement de l'éducation au Sénégal : réalités du terrain, 2010.

Le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale¹¹ dans son étude sur le financement de l'éducation et intitulée « Evaluation des 10 ans du PDEF » remet en question le schéma de financement du système éducatif en soulignant les nouveaux besoins créés par l'explosion des effectifs d'élèves malgré la multiplicité des interventions. Compte tenu de leur potentiel, l'existence d'un cadre fonctionnel de concertation des PTF impliqués dans le processus de mise en œuvre du programme pourrait permettre à choisir les sites et les cibles prioritaires pour réaliser des projets pertinents et consensuels de construction et d'équipements scolaires ou de formation d'enseignants.

Les rapports affichent clairement une augmentation des contributions des partenaires techniques et financiers au financement de l'éducation. Mais le paradoxe est qu'aujourd'hui, malgré la part substantielle de la contribution au financement de l'éducation, l'on ne soit pas en mesure de tracer ces flux aussi bien au niveau central qu'au niveau déconcentré. Comment ont-ils été investis dans le secteur éducatif ? A qui ont-ils réellement profités ? Autant de questions auxquelles le PDEF n'est pas en mesure d'apporter des réponses efficaces.

C'est dans ce sens que les enquêtes du **Forum Civil effectuées en 2010**¹² concernant les infrastructures et installations scolaires révèlent des améliorations dans le secondaire et des efforts à poursuivre dans l'élémentaire.

Une inégalité dans la répartition des infrastructures scolaires entre les différentes régions a des conséquences en termes d'inégalités d'accès, de rétention et de transition.

Des régions comme Diourbel, Louga, Kaolack et Tambacounda sont moins dotées compte tenu de leur poids dans la population scolarisable du Sénégal. Dans cette étude, les rapports établis entre le nombre de lycées de chaque région et sa population scolarisable montrent qu'à Dakar, on enregistre un établissement pour 1817 enfants scolarisables alors que Diourbel et Matam disposent d'un établissement pour respectivement des effectifs de 11472 et 34511.

¹¹ CRES, Evaluation des 10ans du PDEF, 2011.

¹² Forum Civil, Gouvernance dans le secteur de l'éducation au Sénégal, 2011.

Les dispositions destinées à réduire ces inégalités sont complexes et se manifestent sous plusieurs formes. Selon le Forum civil, l'Etat ne devrait pas se limiter à une politique volontariste mais devrait plutôt rechercher des pistes de solution permettant la mise en place de critères cohérents, transparents et applicables à tous pour une meilleure distribution des ressources disponibles.

Selon Jean Bourdon dans son article « Coût et financement de l'Education en Afrique subsaharienne » publié dans la revue « Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu »¹³, parvenir à l'objectif de l'EPT en 2015 n'apparaît envisageable qu'avec une forte progression de l'aide internationale destinée au financement de l'éducation. Sur la base des informations de l'OCDE/DAC, on note une inefficacité de l'utilisation celle-ci mais aussi des questions de gouvernance. Une évaluation des leviers de commande possibles et les effets attendus sur les bénéficiaires de l'aide permettrait sans aucun doute d'améliorer la connaissance sur les systèmes éducatifs et la prise en compte des objectifs de qualité et de justice sociale. Toutefois, les inflexions constatées souvent peuvent conduire à s'interroger sur la continuité du paquet de services éducatifs offerts par les partenaires techniques et financiers d'où la nécessité de procéder à un travail considérable d'évaluation.

1.1.2 Financement public de l'éducation

La littérature existante montre combien le financement externe de l'éducation est considérable, particulièrement dans certains pays en voie de développement.

Selon les statistiques¹⁴, la contribution des partenaires financiers extérieurs a été marquée par une grande volatilité au cours des trois dernières années, elle était de 15,4 milliards de francs CFA en 2004, elle a ensuite augmenté progressivement pour arriver à 27,06 milliards de francs CFA en 2006.

La définition d'Objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD) a donné un nouvel essor aux engagements mondiaux pour le développement et la réduction de la pauvreté. Le montant de l'APD nette pour l'Afrique subsaharienne a été multiplié par trois.

¹³ CEPED, Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu, 2006.

¹⁴ Op.cit.

Il est passé de de 11,5 milliards \$ US en 2000 à 32,8 milliards \$ US en 2008, soit 26 % du total de l'aide aux pays en développement dans le monde¹⁵.

Pendant cette période, on a aussi noté une amélioration de la gouvernance de l'aide internationale. Auparavant, les pays bénéficiaires étaient critiqués par les PTF en raison de leur manque de transparence, leur mauvaise gestion. De même, à ces partenaires, on reprochait des programmes de développement intéressés et orientés. Par la suite, PTF et pays bénéficiaires se sont engagés à entreprendre d'importantes réformes dans l'allocation et la gestion de l'APD (OCDE, 2006). La « Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide » a recommandé l'harmonisation de l'allocation de l'aide par tous les partenaires et son alignement avec les objectifs de développement des pays bénéficiaires pour assurer une gestion des contributions orientées vers les résultats. Néanmoins, cette dépendance élevée vis-à-vis de l'aide étrangère a augmenté la vulnérabilité aux conditions fixées par les donateurs externes affectés ces dernières années par la crise financière entraînant des restrictions dans les allocations budgétaires et des risques accrus pour les pays dépendant de l'aide. Une utilisation rationnelle et une coordination plus efficace des fonds sont devenues nécessaires dans le but d'optimiser la gestion du financement des systèmes éducatifs africains.

1.2 Analyse conceptuelle

1.2.1 Définition des concepts relatifs au thème

1.2.1.1 Evaluation

Dans son acception la plus large, le terme évaluation désigne l'acte par lequel, à propos d'un événement, d'un individu ou d'un objet, on émet un jugement en se référant à un ou plusieurs critères.

L'évaluation a pour but d'éclairer une prise de décision qui peut être d'ordre administratif, financier ou pédagogique. Le but de toute évaluation est donc déterminé par la nature et l'instance de la décision. La définition du but répond à la question "à quelle(s) fin(s)", en vue de quelle décision?

¹⁵ Institut de Statistique de l'UNESCO, Financement de l'Education en Afrique Subsaharienne, 2011.

Dans le champ pédagogique, l'évaluation est un processus consistant à recueillir, à analyser et à interpréter les données relatives à la réalisation des objectifs proposés dans les programmes d'études et au développement général de l'élève, en vue prendre des décisions pédagogiques et administratives plus éclairées. C'est dans ce sens que l'enseignant tout comme les autres intervenants en milieu humain se préoccupent constamment de l'impact des efforts qu'ils déploient dans leur mission, en procédant à des évaluations systématiques permettant de mesurer les progrès acquis, tout en révélant les imperfections de leurs démarches.

Le processus de l'évaluation comporte trois phases que sont la mesure, le jugement et la décision. Il s'agit entre autres activités d'abord de circonscrire l'objet de l'évaluation avec des activités, situations et des produits dont on détermine les dimensions et caractéristiques pertinentes et ensuite de déterminer les critères de jugement qui constituent le cadre de référence précisant l'ensemble des caractéristiques servant de base à un jugement de valeur.

L'évaluation est selon le Guide de suivi et évaluation des projets et programmes à exécution nationale, PNUD, Avril 2007, « l'examen systématique et aussi objectif que possible d'un projet en cours ou achevé. L'évaluation a pour objet d'apporter une réponse à des questions spécifiques, ainsi qu'à porter un jugement d'ensemble sur une opération et à en tirer des enseignements destinés à améliorer les actions, la planification et les décisions futures. »

L'évaluation est ainsi un outil d'apprentissage et de gestion et a essentiellement trois fonctions relatives à la connaissance, à l'appréciation et à la décision.

1.2.1.2 Dispositif d'évaluation

Le Dictionnaire des concepts-clés¹⁶ le définit comme l'ensemble des prestations organisées dans l'espace par un centre de formation pour répondre à la demande d'un ou de plusieurs commanditaires pour la formation d'une population précise. Il peut aussi être défini comme un ensemble d'outils, de méthodes et de moyens articulés pour le développement

¹⁶ RAYNAL, F. et RIEUNIER, A., Pédagogie : Dictionnaire des concepts clés – apprentissage, formation, psychologie cognitive, ESF éditeur, 2009.

des compétences individuelles et collectives des apprenants. Le dispositif de formation permet la réalisation de formations initiale et/ou continuée et vise l'attente d'objectif(s) ayant trait à l'acquisition ou au renforcement de capacités des cibles à former

1.2.1.3 Partenaires Techniques et Financiers

Il est utile de revenir sur la définition du terme « partenaire » utilisé dans tous les milieux (entreprise, institutionnel, éducatif, associatif ...). Il désigne l'association de différentes personnes ou groupes de personnes qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun.

Au sens « Business to business », un partenaire est une personne, un groupe, une collectivité, un organisme ou une entité avec laquelle on s'associe ou on s'allie pour réaliser une action commune dans une affaire, une entreprise, une négociation ou un projet.

En matière de solidarité internationale, la notion de partenariat est introduite à partir des années 1990, pour désigner l'échange d'expériences entre les acteurs du Nord et du Sud sur le plan du savoir et du savoir-faire. Il suppose des relations égalitaires et réciproques entre les différentes parties.

Il existe ainsi différents types de partenaires :

1. les partenaires financiers ;
2. les partenaires techniques ;
3. les partenaires humains.

Au Sénégal, les PTF sont très dynamiques et sont composés d'organisations bilatérales et multilatérales de coopération, des collectivités décentralisées d'autres pays (coopération décentralisée) et des bailleurs de fonds qui concourent à la réalisation de programmes et des projets de développement par des appuis techniques et financiers. Ils se caractérisent par une grande diversité par la taille, la nationalité, la spécialisation dans l'intervention. Ils ont une mission d'accompagnement et de financement des projets et programmes s'inscrivant dans les priorités de la politique de l'Etat.

1.2.2 Définition des concepts relatifs aux questions et objectifs de la recherche

- **La finalité** : c'est l'idéal vers lequel on tend. La finalité ne se décrit pas ; elle est immatérielle et fait référence à des valeurs comme la dignité, la liberté, l'égalité, etc.
- **Le but** : il est la matérialisation de la finalité que l'on se donne. Le but est concret mais il n'est pas accessible immédiatement.
- **Les moyens** : ils sont constitués par les financements, compétences, outils et méthodes que l'on met en œuvre pour atteindre les objectifs.
- **Les termes de référence** : ils sont établis lorsque l'on veut procéder à une évaluation afin de délimiter le champ de celle-ci et d'en préciser les objectifs. Les termes de référence sont formulés à partir d'un questionnement établi sur la connaissance de l'action à conduire.
- **Les actions** : elles ont un but, un objectif, exprimé plus ou moins consciemment. Ce but ou objectif représente un état que l'on va s'efforcer d'atteindre. Les actions se déroulent dans un environnement ou contexte. Elles ont un terme et une clôture prévus dans le temps. Les actions ne peuvent être conduites que si un minimum de moyens (humains, financiers, matériels...) est identifié et dégagé.
- **Le suivi** : Pour Ahmadou Traoré ¹⁷, le suivi se réalise à travers un système d'informations destinés à fournir aux décideurs des données précises et synthétiques pour vérifier si l'exécution du projet se déroule comme prévu, pour procéder à des réajustements immédiats et pour apprécier les effets des activités réalisées.
- **Les résultats** : Changements qualitatifs et quantitatifs produits directement par les actions
- **Les effets** : ce sont les incidences des actions sur les milieux humain et physique. Ils associent les résultats des actions et d'autres facteurs de ces milieux.
- **Les impacts** : ce sont « les situations issues de l'ensemble des changements significatifs et durables, positifs et négatifs, prévus ou imprévus, dans la vie et l'environnement des personnes et des groupes et pour lesquels un lien de causalité direct ou indirect peut être établi avec les actions »

¹⁷ TRAORE, A. Codex : Le management et le manager de projet, CESAG ,2011.

Les impacts portent sur les relations entre le but et les objectifs du projet. En d'autres termes, ils mesurent les bénéfices reçus par les destinataires ciblés et permettent de voir si ces bénéfices ont eu un effet global plus large sur un plus grand nombre de personnes dans la localité ou le pays dans son ensemble.

- ✓ **Les objectifs** : ils sont des énoncés d'intentions décrivant les résultats attendus à la suite d'action(s). Pour De Peretti¹⁸, « le grand mérite des objectifs et de leur opérationnalisation est de mettre un peu d'ordre dans les intentions. Les objectifs délivrent du vague et de l'abandon... ». Les objectifs médiatisent les intentions qui deviennent opérationnelles au lieu de rester « floues ou dispersées, diffuses et contradictoires ».
- ✓ **Les indicateurs** : dans le dictionnaire des concepts-clés¹⁹, Françoise Raynal et Alain Rieunier définissent les indicateurs comme des éléments significatifs, repérables dans un ensemble de données, permettant d'évaluer une situation, un processus, un produit ... Ils sont en principe toujours à un critère. Utiliser un ou plusieurs indicateurs, c'est instrumenter une observation. Les indicateurs permettent en fait de décoder l'information pour en tirer une signification précise.

¹⁸ De Peretti A., Organiser des formations, Former, organiser pour enseigner, Paris, 2011.

¹⁹ De Peretti A., Organiser des formations, Former, organiser pour enseigner, Paris, 2011.

¹⁹ Op.cit.

Chapitre 2 : CONTEXTE DE L'ETUDE

Les enquêtes que nous avons menées dans le cadre de notre étude ont été effectuées dans l'Inspection d'académie de Thiès au niveau des Inspections de l'Education et de la Formation de Thiès-ville, Thiès-département, Mbour 1, Mbour 2 et Tivaouane. Aussi la présente recherche a concerné les interventions de la JICA d'abord avec la construction et l'équipement d'infrastructures scolaires, notamment des salles de classes et d'ouvrages annexes, ensuite la formation des enseignants dans le cadre du PREMST et enfin l'amélioration de la gestion scolaire des écoles avec la participation communautaire appuyée par le PAES.

2.1. Présentation du cadre d'étude

2.1.1. Situation géographique et caractéristiques de la région de Thiès

2.1.1.1. Situation géographique

Figure 1 : carte de la région de Thiès



Source : Direction des cartes géographiques cartographiques, 2010.

La région de Thiès est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Elle est située dans l'ouest du pays, en couronne autour de la presqu'île du Cap-Vert. Le chef-lieu régional est la ville de Thiès.

Géographiquement, la région recouvre partiellement l'ancien royaume du Cayor et celui du Baol. Son développement s'est d'abord appuyé sur le chemin de fer, avec la ligne Dakar-Saint-Louis à la fin du XIX^e siècle, puis avec celle du Dakar-Niger. C'est l'une des plus anciennes du pays.

Elle est dotée de deux façades maritimes, l'une au nord avec la Grande-Côte abritant la zone maraîchère des Niayes, l'autre au sud avec la Petite-Côte, l'une des zones les plus touristiques du Sénégal.

Principale voie de passage entre la péninsule et le reste du pays, la région de Thiès a bénéficié d'un axe de communication d'abord lié au rail, puis aux nouvelles infrastructures routières.

2.1.1.2. Caractéristiques démographiques et socio-culturelles

De taille relativement modeste, c'est pourtant la région la plus peuplée après celle de Dakar, avec une population estimée à 1 788 864 habitants (Source : ANSD/RGPHAE 2013)

Les Wolofs, mais aussi les Sérères y sont bien représentés.

Alors que la confrérie tidjane est bien implantée dans le nord, autour de Tivaouane, c'est dans le sud que l'on trouve d'importantes communautés catholiques.

2.1.1.3. Caractéristiques socio-économiques

Les localités côtières vivent de la pêche, des cultures vivrières et du tourisme balnéaire. L'intérieur de la région appartient au bassin arachidier. L'extraction minière concerne surtout les phosphates.

2.1.2. Présentation du secteur de l'Éducation et de la Formation au niveau régional

L'Inspection d'Académie de Thiès comprend cinq IEF (Thiès-Ville, Thiès-Département, Tivaouane, Mbour1, Mbour 2). Chaque IEF est responsable de l'éducation Préscolaire, de l'Enseignement Élémentaire, de l'Enseignement Moyen, de l'Education Non Formelle et de la Formation Technique et Professionnelle de sa circonscription.

Au niveau des IEF, il a été créé des districts et des CODEC pour renforcer le pilotage de proximité.

En dehors des IEF, il existe des structures rattachées à l'Inspection d'Académie :

- l'Inspection Médicale des Ecoles (IME) : Elle est chargée des soins médicaux, du suivi médical et de la prévention sanitaire des élèves.
- le Centre Académique d'Orientation Scolaire et Professionnelle (CAOSP) : C'est la structure spécialisée dans l'information, les conseils et l'orientation des élèves.
- le CRFPE, crée en 2011, regroupe l'EFI et PRF : Il se charge de la formation initiale et continuée des enseignants (VE, Vacataires, titulaires).
- le sous-secteur de la petite enfance est cogéré par l'IA, les IEF et la Coordination régionale de la case des tout-petits. Cette situation administrative hybride ne facilite pas la gestion du programme DIPE.

2.1.2.1. Les missions de l'Inspection d'Académie

L'Inspection d'Académie a pour mission de mettre en œuvre les politiques de développement de l'Education et de la Formation à l'échelle de la circonscription de manière à contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs des programmes nationaux et régionaux en référence à la loi d'orientation en vigueur.

A ce titre, elle impulse le développement de l'Education et de la Formation dans la circonscription académique, et veille à la gestion des ressources. Dans ce cadre, l'IA assure des missions de pilotage, de coordination, d'accompagnement et de contrôle des lycées, des centres régionaux de formation, des structures rattachées et des IEF²⁰.

²⁰ Décret 2012-1276 relatif à la création des Inspections d'Académie et des Inspections de l'Education et de la Formation, et l'Arrêté n°010656 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Inspections d'Académie et des Inspections de l'Education et de la Formation

2.1.2.2. Les objectifs et visions

Pour l'essentiel, l'Inspection d'Académie contribue efficacement à la réalisation de la vision de l'Etat. Il s'agit d'asseoir au niveau déconcentré « un système d'éducation et de formation équitable, efficace, efficient, conforme aux exigences du développement économique et social, plus engagé dans la prise en charge des exclus, et fondé sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des Collectivités Locales et des acteurs à la base »²¹.

L'Inspection d'Académie doit ainsi permettre à chaque enfant ou adulte de trouver les possibilités d'éducation et de formation susceptibles de lui offrir les compétences nécessaires à la poursuite des études supérieures ou d'accéder à une formation professionnelle et technique adéquate.

2.1.2.3. Les orientations stratégiques

Les orientations stratégiques sont déclinées dans la Lettre de Politique du Secteur de l'Education. Elles s'inspirent des options politiques majeures du gouvernement du Sénégal à travers :

- la loi d'orientation de l'éducation 91-22 du 16 février 1991 ;
- la politique de territorialisation et de décentralisation qui attribue d'importants pouvoirs aux Collectivités locales et aux administrations déconcentrées dans la gestion de l'éducation;
- la Stratégie Nationale d'Egalité et d'Equité de Genre (SNEEG) ;
- les assises nationales de l'Education et de la formation ;

A ce titre, nos options stratégiques seront essentiellement centrées sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), la concrétisation des orientations du PAQUET et du PAQEEB, l'effectivité de la déconcentration et de la décentralisation à travers huit (08) programmes :

- Développement intégré de la petite enfance ;
- Enseignement Elémentaire ;
- Enseignement Moyen ;

²¹ Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence (PAQUET) de l'Education et de la Formation, version du 26 février 2013.

- Enseignement Secondaire Général ;
- Formation professionnelle technique et l'apprentissage;
- Education de Base des Jeunes et des adultes ;
- Gestion administrative ;
- Enseignement supérieur.

2.1.2.4. Les priorités

Les priorités de l'Académie de Thiès seront essentiellement celles du secteur de l'Education et de la Formation qui reposent sur les options suivantes :

- l'universalisation de l'achèvement du cycle élémentaire ;
- le développement du cycle fondamental dans la perspective de mettre en place une éducation de base universelle conformément au droit universel à l'éducation ;
- la création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux d'éducation et de formation, avec une attention accrue à l'amélioration de la Qualité et de l'Equité de l'Education de Base ;
- le développement de l'enseignement des sciences, de la technologie et des innovations (STI);
- l'éradication de l'analphabétisme, la promotion des langues nationales et de l'Education de Base des Jeunes et des adultes (EBJA) ;
- l'Adaptation, en partenariat avec le secteur privé, de l'offre de formation professionnelle technique et de l'apprentissage renoué des jeunes et adultes aux besoins du développement économique ;
- la promotion d'une formation professionnelle et technique;
- la promotion d'un partenariat efficace, bien coordonné et la mise en place de cadres de dialogue politique, technique et social fonctionnels ;
- la décentralisation et la déconcentration renforcées de la gestion du système, dans une dynamique de responsabilisation et de participation accrues des collectivités, des communautés ;
- la gestion transparente, efficace et efficiente des ressources matérielles, financières et humaines, dans une optique de responsabilisation, d'imputabilité et de reddition de comptes.

2.1.3. Présentation de la JICA

2.1.3.1. Situation géographique et historique de la JICA

❖ Situation géographique de la JICA au Sénégal

Figure 2 : Situation géographique de la JICA au Sénégal



Source : Lettre d'information JICA-SENEGAL, Edition N°1,2013.

Le bureau de la JICA est situé à Dakar, sur la route de Ouakam en face du lycée français Jean Mermoz, au 3^{ème} étage de l'immeuble Atrym Center.

Il couvre les activités de plusieurs pays de la sous-région (Cap-Vert, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie). Ainsi, le Japon compte s'appuyer sur le Sénégal, compte-tenu du poids prépondérant qu'il joue dans le développement de la démocratie en Afrique de l'Ouest. Le Sénégal sert de pont pour le renforcement de la coopération bilatérale entre le Japon et les pays voisins.

❖ Historique de la JICA

Depuis 1954, des faits marquants ont impacté sur l'histoire de la JICA. En voici quelques-uns cités dans le tableau ci-dessous :

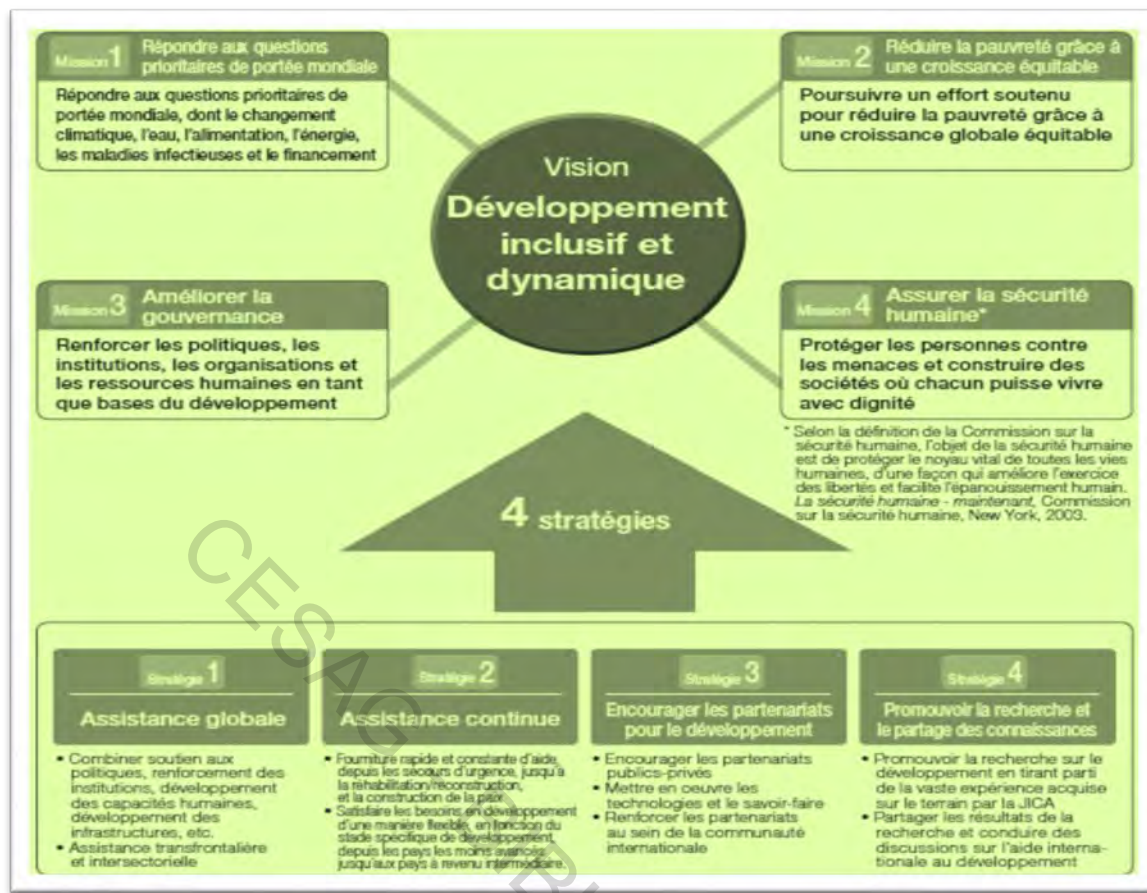
ANNEES	FAITS MARQUANTS
1954	Création de la Fédération des associations japonaises outre-mer
1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
1978	Révision de la Loi portant création de la JICA (ajout de la promotion des opérations d'aide non remboursable)
1983	Création de l'Institut de coopération Internationale
1999	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la Loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la Loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
2001	Le plan de réorganisation et de rationalisation pour les institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure portant sur la transformation de la JICA en institution administrative indépendante.
2002	La JICA est certifiée ISO 14001, Promulgation de la Loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
2003	D'un organisme public spécial, la JICA devient une institution administrative indépendante. Formulation des premiers objectifs à moyen terme (1er octobre 2003 – 31 mars 2007)
2006	Ouverture de la JICA Global Plaza à Hiroo, Tokyo Promulgation d'une révision partielle de la Loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
2007	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de subvention de la JICA pour les peuples du monde » Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.
2008	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (ancienne division chargée des opérations économiques outre-mer au sein de cette même banque) et une partie de la gestion de l'aide non remboursable assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de fournir directement des apports d'aide non remboursable liés à sa politique diplomatique.

2.1.3.2. vision, missions et orientations stratégiques de la JICA

❖ Vision

Pour la JICA, les leçons apprises sur le terrain ont permis d'aboutir à la formulation suivante de sa vision : « De nombreux problèmes dans le monde doivent être traités non pas par des pays agissant individuellement mais par la communauté internationale ».

Figure 3 : Schéma de déclinaison de la vision de la JICA



Source : <http://www.jica.go.jp/french>

❖ Missions et orientations stratégiques

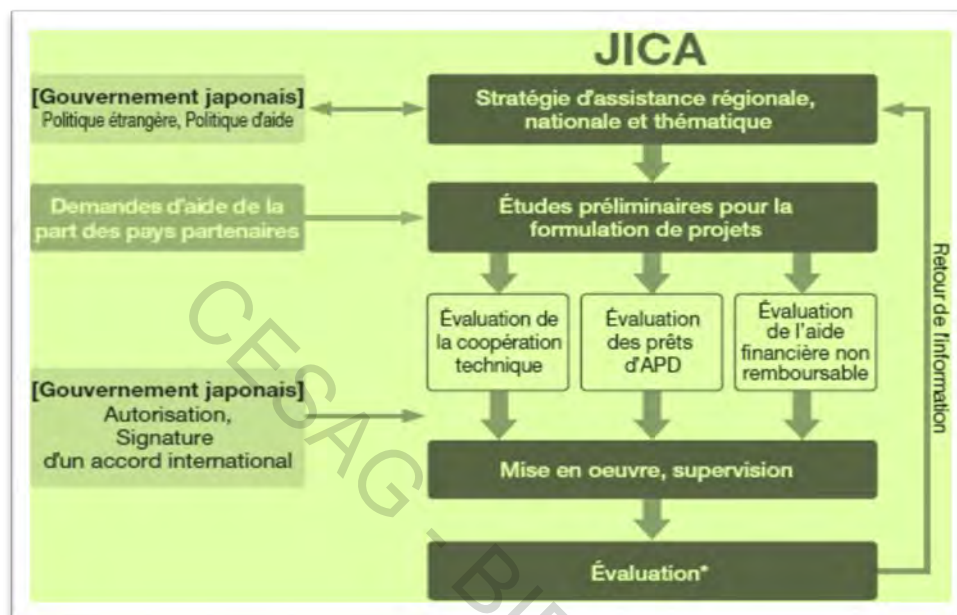
En s'attelant aux problèmes avec sa propre vision, la JICA a défini quatre missions à accomplir au moyen de quatre stratégies principales.

La JICA a mis en œuvre une assistance dans le cadre de la politique d'aide du gouvernement japonais, basée sur une large perspective allant au-delà des programmes d'assistance tels que la coopération technique, les prêts d'APD et l'aide financière non remboursable.

En particulier, la JICA dirige la formulation et la mise en œuvre accélérée de projets en entreprenant des études préliminaires afin d'examiner sur le terrain la nature de l'assistance avant de recevoir les demandes d'aide de la part des pays partenaires.

Selon sa vision d'un « Développement inclusif et dynamique », la JICA contribue à résoudre les problèmes des pays en développement en recourant aux outils les mieux adaptés parmi une large panoplie de méthodes d'aide et à une approche à la fois régionale, nationale et par problème.

Figure 4 : Schéma de déclinaison des missions et orientations stratégiques de la JICA



Source : [http //www.jica.go.jp/french](http://www.jica.go.jp/french)

Au Sénégal, la JICA intervient dans plusieurs secteurs conformément à la loi sur la nouvelle Agence japonaise de coopération internationale (loi n° 136, 2002). Dans le secteur éducatif, l'appui obéit à la philosophie de la coopération Japonaise qui postule que la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines constituent la base du développement. C'est ainsi que les actions durant la période 2008-2014 ont gravité autour de :

- la construction d'infrastructures scolaires ;
- la formation des enseignants dans le cadre du PREMST.
- l'amélioration de la gestion scolaire des écoles avec la participation communautaire dans la mise en œuvre du PAES.

2.2. Méthodologie de recherche

La démarche poursuivie a consisté d'abord à cerner et à analyser nos préoccupations dans cette étude sur le système éducatif globalement traité comme un secteur social en analyse

économique. En effet, dans le cadre de la réflexion sur le financement de l'éducation au Sénégal par les PTF, il est donc important de disposer d'informations précises sur la participation des PTF au financement de l'Education pour contribuer à l'analyse des interventions de ces derniers dans le secteur éducatif.

Cette partie sera suivie d'une présentation de la population d'étude et du type d'échantillonnage et d'une description des instruments et des stratégies de cueillette de données.

2.2.1. Choix des variables

2.2.1.1. Présentation de la population d'étude

La population de notre étude est constituée du Chef de bureau de la JICA, du Secrétaire Général du MEN, du Chef de projet du PREMST, du Coordonnateur National et celui régional de Thiès pour le PREMST, du coordonnateur national du PAES, de l'Inspecteur d'Académie de Thiès, des IEF de Thiès-ville, Thiès –département, de Mbour 1 et 2 et de Tivaouane, de cinq directeurs d'école de cinq écoles cibles à raison d'une par IEF et cinq présidents de CGE ou d'UCGE.

Les cibles de notre étude seront principalement constituées des acteurs clé que sont les décideurs, des acteurs relais à savoir les experts et les responsables techniques au niveau déconcentré et des acteurs cibles constitués par les bénéficiaires des interventions.

La présente recherche a concerné cinquante (50) acteurs qui ont accepté de communiquer avec nous soit par questionnaire uniquement, soit par questionnaire et guide d'entretien, par posttest et par grille d'observation de pratique de séquences pédagogiques en mathématiques et en sciences.

2.2.1.2. Type d'échantillonnage

Pour constituer notre échantillon, nous avons retenu l'option pour un échantillon diversifié par rapport aux besoins et reposant sur la sélection de catégories caractéristiques de la population d'étude. C'est une option qui nous permettra, non seulement de contraster au maximum les individus et les situations, mais surtout d'obtenir un corpus d'analyses suffisantes pour être significatives. Ainsi donc, la taille de l'échantillon tient au statut de l'information recherchée et surtout de celle recueillie. La formation de l'échantillon nous a conduits :

- Dans un premier temps, à rencontrer les institutionnels et les responsables techniques et administratifs de la JICA au Sénégal pour nous entretenir avec eux sur les préoccupations et les objectifs poursuivis par la recherche et sur les attentes portées sur les acteurs qui seront sélectionnés ;
- Dans un deuxième temps, à entrer en communication avec les acteurs cibles pour expliquer le questionnaire, mis à leur disposition ensuite, pour administrer les post-tests et observer des leçons
- Dans un troisième temps, à identifier les acteurs pour l'entretien à l'aide d'un guide d'entretien.

2.2.2. Description des instruments et stratégie de collecte de données

2.2.2.1. Description des instruments de collecte des données

L'objectif est de disposer d'une masse critique d'informations permettant de se faire une idée précise sur la contribution de la JICA au financement du système éducatif dans la région de Thiès. Les instruments de collecte de données utilisés sont :

- l'analyse de documents et études émanant d'organisations privées nationales ou internationales et d'instituts de recherche.
C'est ainsi que nous sommes rendus aux bureaux du Forum civil, de la COSYDEP, du CRES et de la JICA pour mieux préparer la phase d'enquête. Les visites nous ont permis de suivre des exposés et de disposer de rapports d'étude.
- le questionnaire adressé aux directeurs et aux maîtres vise à toucher le maximum d'enseignants bénéficiaires des réalisations et des formations en temps record. Il a permis de collecter leurs opinions sur l'impact, sur le déroulement de la formation, sur leur niveau de satisfaction par rapport aux compétences dans l'enseignement des mathématiques et des sciences. Ainsi, les questions sont globalement centrées sur la mise en œuvre du PREMST et du PAES dans leurs écoles respectives notamment sur l'amélioration de la pratique de classe et de l'environnement scolaire et leur degré de satisfaction des acteurs et bénéficiaires.
- le guide d'entretien a ciblé des autorités institutionnelles et déconcentrées
L'entretien a été un moment privilégié d'échanges, de discussion, de communication et surtout de moments d'expression des difficultés rencontrées.

Il a permis à travers un dialogue direct de réduire les biais constatés avec le questionnaire et d'avoir la possibilité de reformuler et de clarifier davantage les préoccupations de l'étude.

Les données recueillies grâce cet outil ont permis de rendre plus fiables les informations recherchées.

- la grille d'observation directe de leçon est destinée à apprécier la qualité des infrastructures réalisées et des sessions de formation du modèle PREMST au sein des CAP et à mesurer la qualité des enseignements /apprentissage dans les disciplines ciblées par le PREMST et dans les écoles ayant bénéficié d'infrastructures réalisées par la JICA dans le cadre du PAES. Cet outil enrichi d'items a permis de constituer une base de données sur les performances des élèves bénéficiaires des effets du PREMST, et sur les réalisations pédagogiques à l'école et dans la classe.

2.2.2.2. Stratégie de collecte des données

La collecte de données a été faite à travers une méthode mixte combinant deux approches : une approche qualitative et une approche quantitative

- L'approche qualitative a essentiellement reposé sur une analyse de contenus de planification et d'évaluation des programmes du système éducatif sénégalais et relatifs aux phases 1 et 2 du PDEF et à la gouvernance du secteur à partir d'une documentation assez exhaustive. Les documents consultés ont fait l'objet d'une exploitation rigoureuse. Cette approche nous a permis de coller de près aux données et par là de développer, à partir des données elles-mêmes, des représentations explicatives qui sont plus analytiques et mieux articulées sur la réalité
- L'approche quantitative a consisté en l'analyse des résultats scolaires des élèves dans l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie. Dans le cadre de la présente étude, nous allons utiliser les rendements scolaires dans les évaluations standardisées et les examens nationaux pour rendre compte de la pertinence et de l'efficacité du dispositif et des stratégies pédagogiques adoptés dans le cadre du PREMST et du PAES d'une part, et d'autre de démontrer l'impact des pratiques et des expériences éducatives proposées par la JICA afin de formuler des recommandations pour la stabilisation du modèle en vue de sa pérennisation.

**DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION,
ANALYSE, INTERPRETATIONS DES
RESULTATS ET RECOMMANDATIONS**

Chapitre 3 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

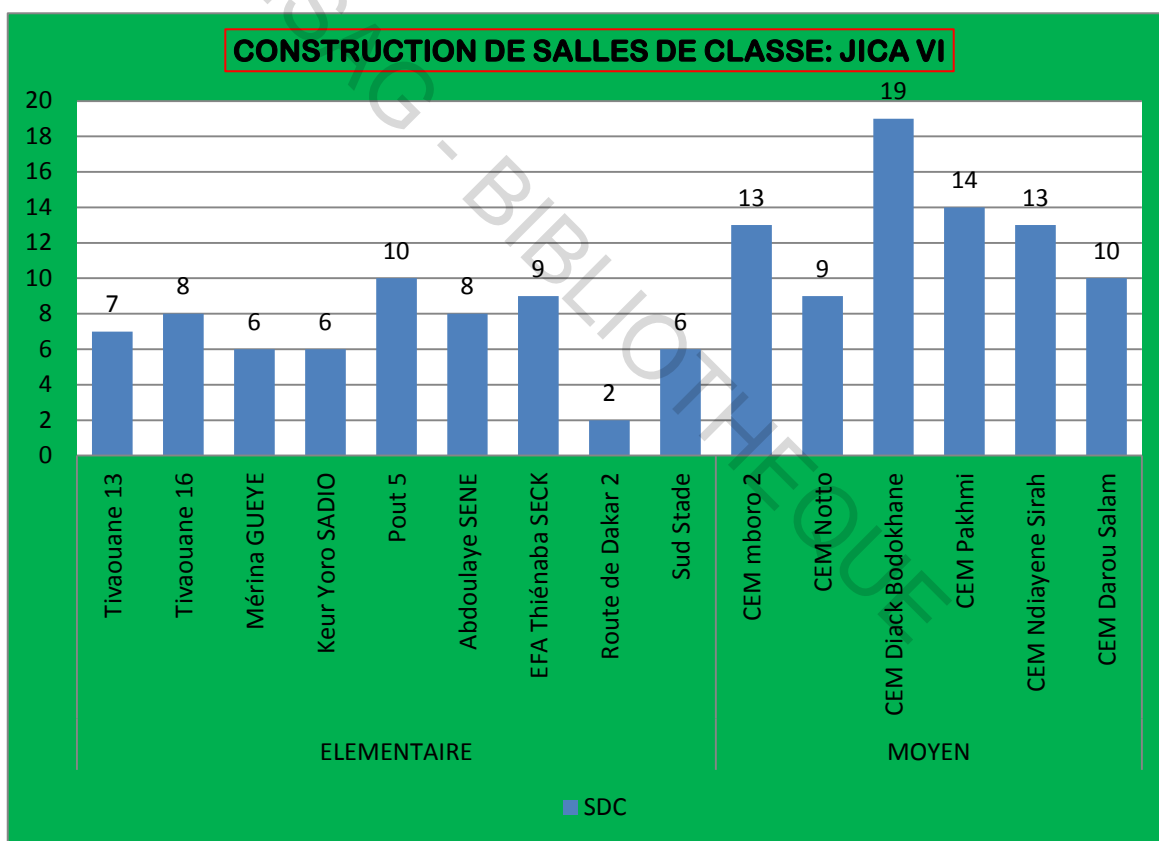
Nous sommes ici au centre de notre préoccupation de recherche. Le présent chapitre présente donc les différents résultats qui sont apparus après traitement des données recueillies par questionnaire, entretiens et observations de leçons. Nous nous proposons ensuite de les analyser et de les interpréter pour pouvoir répondre à notre question principale.

3.1. Présentation des résultats

3.1.1. Les réalisations de la JICA dans la région de Thiès à l'Elémentaire et au Moyen

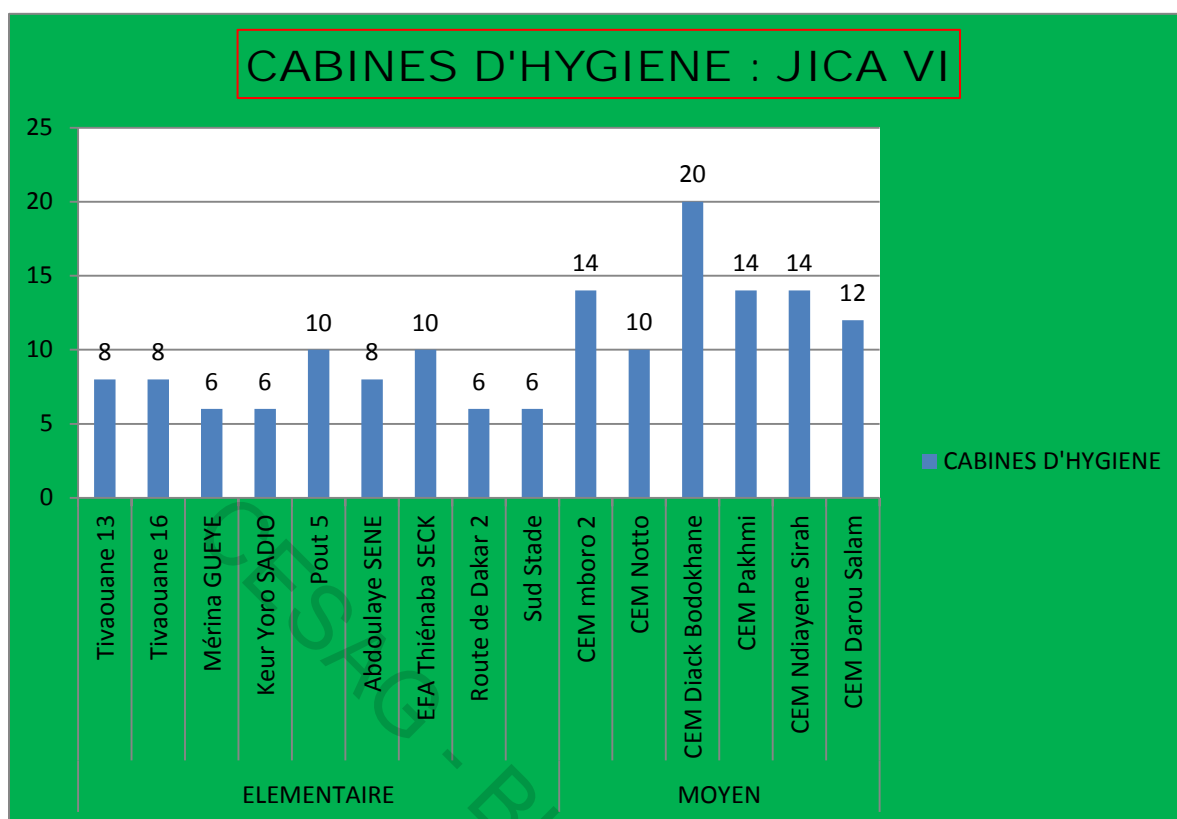
3.1.1.1. Situation des constructions de salles de classes (2012-2014)

Figure 5 : Situation des constructions de salles de classes (2012-2014)



3.1.1.2. Situation des ouvrages annexes (2012-2014)

Figure 6 : Situation des ouvrages annexes (2012-2014)



Les travaux de construction de salles de classe sont achevés et le niveau d'avancement global est de 100% depuis le mois d'Août 2014. La JICA a réalisé dans l'académie 62 salles de classe pour l'enseignement élémentaire et 78 pour l'enseignement moyen et 15 blocs administratifs à raison d'un bloc par école. Les équipements minimums pour un bon déroulement des enseignements-apprentissages sont mis en place dans 15 établissements scolaires de l'élémentaire et du moyen.

Le niveau d'implantation du paquet minimum de service dans les écoles/établissements est positivement apprécié par les autorités académiques et le maillage est globalement satisfaisant ; trois IEF sur cinq ont bénéficié de l'appui du japon.

3.1.2. Résultats obtenus dans les tests et dans les observations de leçons

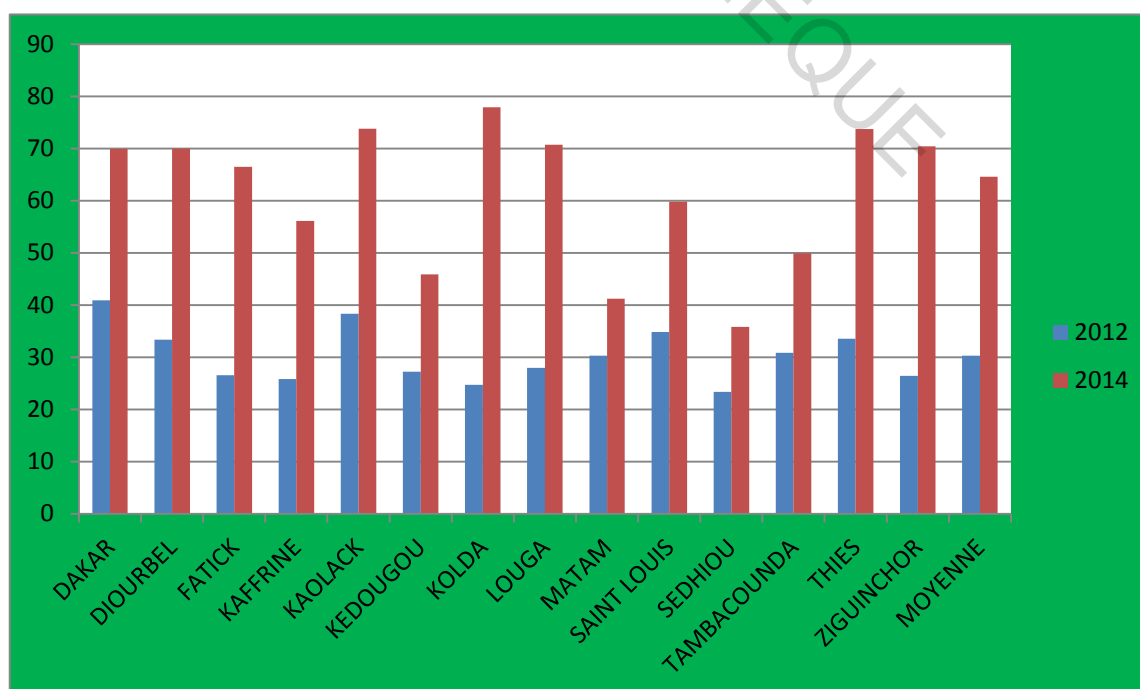
Figure 7 : Résultats des élèves : (CFEE : 2014)

Iden	Inscrits			Présents			Admis			Taux Présent			Taux Admis		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
MBOUR 1	4463	4049	8512	4406	3966	8372	1736	1635	3371	98,72	97,95	98,36	39,40	41,23	40,27
MBOUR 2	2165	1699	3864	2136	1681	3817	665	603	1268	98,66	98,94	98,78	31,13	35,87	33,22
THIES DEPARTEMENT	3250	2686	5936	3238	2672	5910	978	839	1817	99,63	99,48	99,56	30,20	31,40	30,74
THIES VILLE	3144	2773	5917	3129	2754	5883	1632	1517	3149	99,52	99,31	99,43	52,16	55,08	53,53
TIVAOUANE	3242	2954	6196	3194	2909	6103	1359	1340	2699	98,52	98,48	98,50	42,55	46,06	44,22
THIES	16264	14161	30425	16103	13982	30085	6370	5934	12304	99,01	98,74	98,88	39,56	42,44	40,90

Source : BEXCO/IA/THIES. 2014

Le taux de réussite (40,57) de l'académie se caractérise par une augmentation d'environ cinq points du taux de réussite par rapport à l'année précédente. Les évaluations basées sur l'APC (Approche Par les Compétences) pour la deuxième édition font que le taux de réussite de la région est encore en-dessous de 50% même s'il est supérieur à celui de 11 régions sur 14. Par ailleurs, les IEF de Thiès-ville et de Tivaouane qui ont bénéficié des réalisations de la JICA en salles de classe et blocs d'hygiène ont obtenu des résultats assez satisfaisants.

Figure 8 : Résultats par académie en pourcentage EN MATH



L'IA de Thiès s'est bien comportée par rapport à plusieurs académies. Elle a enregistré le troisième meilleur score derrière Kolda et Kaolack.

Son score est d'ailleurs au-dessus de la moyenne nationale. Entre 2102 et 2014, l'Académie a fait un gain de 40,14 points. Ainsi en 2014, les élèves sont plus performants.

Tableau 1 : Résultats des olympiades en math et en sciences

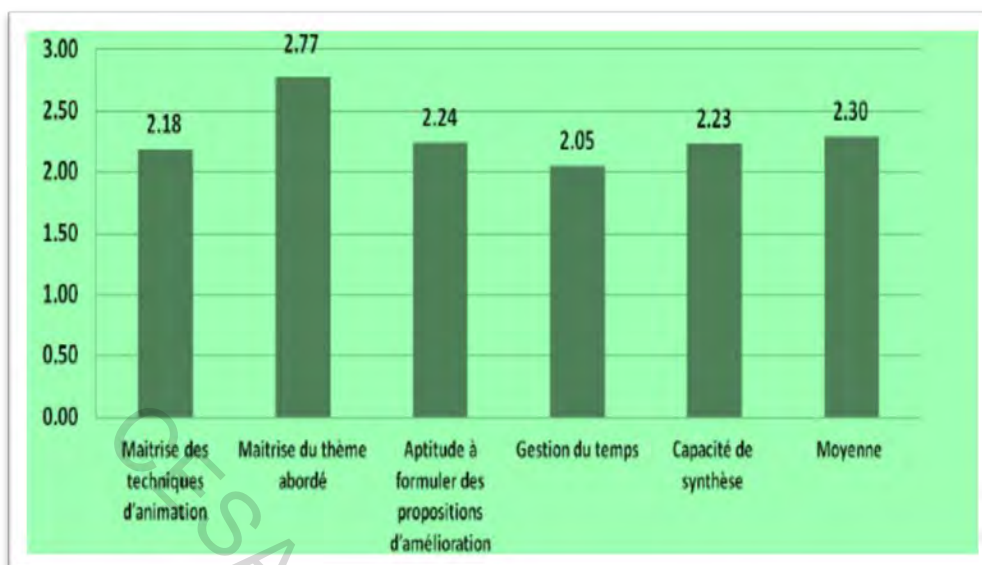
IA	IDEN	Nombre d'écoles participé	Nombre d'élèves participé dans la présélection	Nombre d'élèves présélectionné	Nombre d'élèves participé dans la sélection finale	Taux de participation	Lauréats (Maths)	Lauréats (Sciences)
Louga	Louga	178	2,070	100	52	52.0%	1	0
	Kebemer	130	2,820	100	73	73.0%	6	7
	Linguère	127	1,730	100	84	84.0%	5	2
	Sous-Total	435	6,620	300	209	69.7%	12	9
Fatick	Fatick	81	4,620	100	50	50.0%	0	0
	Foundiougne	59	2,750	100	77	77.0%	0	2
	Gossas	37	1,480	100	56	56.0%	1	0
	Sous-Total	177	8,850	300	183	61.0%	1	2
Thiès	Thiès Ville	55	3,850	100	91	91.0%	10	8
	Thiès Dépt	107	7,280	100	87	87.0%	2	0
	Tivaouane	147	6,352	100	88	88.0%	17	16
	Mbour	289	9,166	100	85	85.0%	8	15
	Sous-Total	598	26,648	400	351	87.8%	37	39
Total		1,210	42,118	1,000	743	74.3%	50	50

Les Olympiades du PREMST ont été l'occasion pour les élèves de l'académie de Thiès de démontrer leurs performances en mathématiques et en éveil scientifique et technologique. Les résultats obtenus sont très satisfaisants. En mathématiques, sur les cinquante(50) lauréats, trente-sept(37) sont issus de la région de Thiès soit 74%. Pour les sciences, trente-neuf(39) lauréats sur cinquante(50) sont des élèves de Thiès soit 78%.

3.1.3. Résultats obtenus sur le niveau de compétence des enseignants

3.1.3.1. Résultats des formations dans les CAP

Figure 9 : Capacité des enseignants formateurs



Tous les items sont appréciés sur une échelle de 0 à 3. On constate que les enseignants formateurs dans les cellules ont obtenu un score supérieur ou égal à 2,05. La « gestion du temps » obtient le score le plus faible (2,05). Le meilleur score est obtenu avec la maîtrise du thème abordé (2,70 sur 3,00).

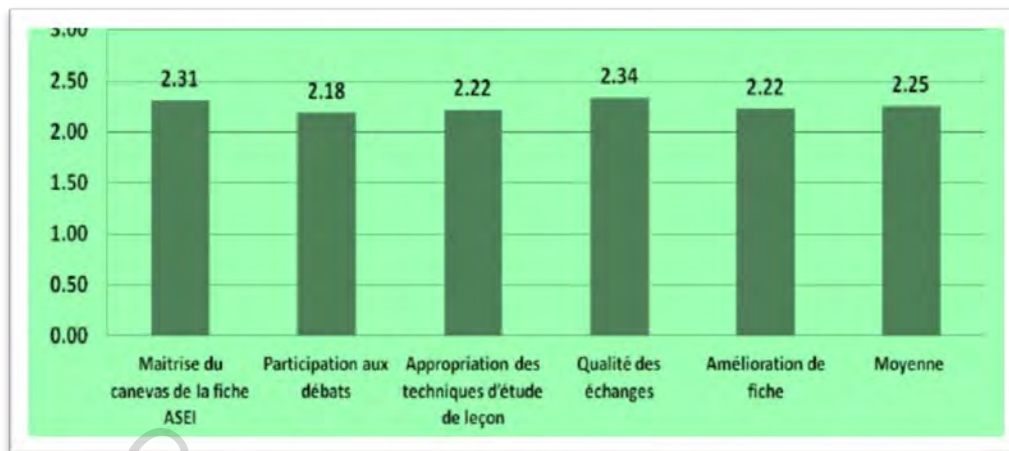
Figure 10 : Capacités des formateurs lors des séances d'étude de leçons



Sur les trois séances observées, on remarque que les formateurs ont obtenu des scores supérieurs à la moyenne de 1,5. La 2ème séance tenue entre janvier et février présente la valeur la plus élevée avec 2,38 alors que le plus faible score est obtenu à la première

séance déroulée en début d'année scolaire. On constate aussi la baisse du score constatée à la troisième séance de fin d'année.

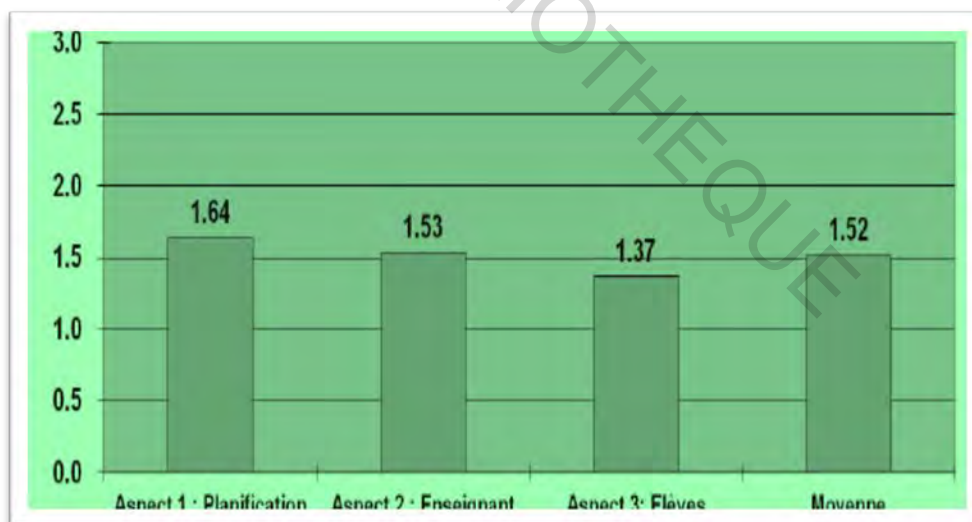
Figure 11 : Capacités des enseignants formés dans les CAP



La qualité des échanges d'expériences lors des séances de formation dans les CAP a obtenu le score le plus élevé (2,34) Le seuil de performance moyen de 2,25 est supérieur à 1,50 (moyenne sur cette échelle de 0 à 3). Tous les items mesurés sont jugés satisfaisants.

3.1.3.2. Résultats des observations de leçons

Figure 12 : Observations des leçons

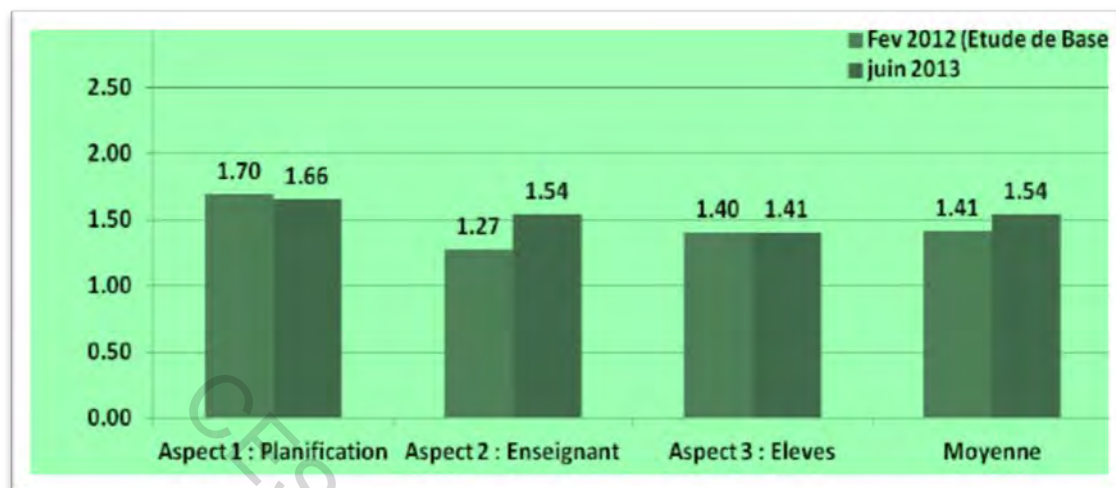


Source : Rapport bilan annuel de la formation dans les cellules 2013.

Globalement la moyenne enregistrée par les trois aspects observés que sont la planification les activités et attitudes de l'enseignant et les activités et attitudes de l'apprenant est de 1,52. Ce résultat montre que les prestations de tous les enseignants observés sont dans l'ensemble satisfaisantes. Pris un à un, on constate que les Pour les aspects 1 et 2 ont

obtenu respectivement les scores 1,64 et 1,53 qui les placent légèrement au-dessus de la moyenne. En revanche l'aspect 3 (activités et attitudes de l'apprenant), en enregistrant un score de 1,37, est en dessous de la moyenne (1,50).

Figure 13 : Observations des leçons



Source : Rapport bilan annuel de la formation dans les cellules 2013.

La moyenne des scores des trois aspects a été relevée de 1,41 en 2012 à 1,54 en 2013, ce qui signifie un gain de 0,13. L'aspect « planification » a connu une légère baisse de 0,04 alors que les aspects relatifs aux activités et attitudes de l'enseignant et celles des apprenants ont connu respectivement une hausse de 0,27 et 0,01.

3.2. Analyse des résultats

La présente section analyse les différentes réponses à notre question de départ. Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies, nous tentons d'interpréter les informations disponibles et d'en tirer des enseignements.

3.2.1. Interprétation des données

Des avancées importantes ont été réalisées dans l'accès au niveau de l'élémentaire notamment les infrastructures mises en place dans l'académie de Thiès. Toutes les classes construites respectent les dimensions requises et permettent de garantir le respect de la surface d'aisance octroyée aux élèves de l'élémentaire. En d'autres termes, l'intervention de la JICA a également contribué au relèvement du niveau d'implantation du paquet minimum de services dans les écoles et participé à l'amélioration des conditions de travail. Le TBS régional a connu une croissance notable passant de 100,9 % en 2011 à 107,5% en 2013.

Cette performance confirme celle notée dans le taux d'enrôlement et explique en partie l'extension du réseau par la mise en place de structures scolaires dans des zones comme Tivaouane (Tivaouane 13 et 16), Thiénaba et Ngoudiane par exemple. L'accès à l'enseignement moyen a été amélioré comme en témoignent les soixante-dix-huit salles construites.

A travers ces programmes de construction de salles de classes et d'ouvrages annexes le niveau de prise en charge des préoccupations citoyennes est assez satisfaisant avec la mise en place d'une EFA à Thiénaba et de collèges de proximité. De telles actions ont permis « d'identifier les contraintes auxquelles sont confrontées les apprenants en vue de les prendre en compte pour un enseignement inclusif » (Autorités académiques).

Pour ce qui concerne l'analyse des résultats scolaires dans l'académie de Thiès, les évaluations dans le cadre de l'étude de base du PREMST (2012) et du Post test PALME(2014) ont révélé, du point de vue des performances aux tests en mathématiques, un écart positif dans la maîtrise des compétences de base qui est dû, selon plusieurs enseignants interrogés, à un environnement beaucoup plus favorable du point de vue didactique. En effet, la JICA dans le cadre de la mise en œuvre du PREMST et du PAES a fait des efforts d'amélioration du cadre de travail et des pratiques enseignantes (voir grille d'observation de leçon : attitudes et activités de l'enseignant). Les stratégies développées ont eu des effets positifs sur les acquis scolaires puisque les élèves ont un atout majeur pour soit identifier une problématique soit pour proposer des hypothèses. Ces éléments d'interprétation montrent que cet environnement renforcé est associé à des scores satisfaisants en mathématiques et en sciences. Cela pourrait supposer que plus les conditions d'enseignement/apprentissage et l'environnement scolaire sont améliorés, plus les performances sont meilleurs dans les deux disciplines précitées.

Ainsi, l'école Tivaouane 16 qui était en abris provisoires en 2011 a vu les retombées de l'intervention de la JICA au niveau des résultats scolaires. En effet, la construction de huit (8) salles de classe, de huit(8) cabines d'hygiène et d'un bloc administratif a un impact considérable sur les rendements de cette école.

Par ailleurs, la comparaison des résultats de l'Etude de base en 2012 et les observations de leçons dans le cadre notre recherche permet de voir l'effet du Projet sur le niveau de compétences des enseignants. Considérant les résultats des formations dans les CAP, la mise en œuvre du module « Etude de leçon » a permis d'appliquer les changements escomptés dans la nouvelle stratégie consistant au choix d'un aspect et de trois items précis

à observer. A cet effet, des items observés (congruence entre activités prévues et objectifs, réalisation des activités prévues et maîtrise des contenus enseignés) ont tous obtenus des scores très satisfaisants. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les enseignants n'ont pas de difficultés à planifier une leçon. Les raisons peuvent être recherchées au niveau du fonctionnement rénové des cellules avec la démarche « Etude de leçon » directement lié à la pratique de classe.

De même, les résultats révèlent que les enseignants maîtrisent la démarche ASEI et qu'en matière de préparation des leçons la quasi-totalité des enseignants se conforment à cette approche centrée sur l'apprenant.

Cependant, les résultats ont des difficultés pour impliquer les élèves dans l'élaboration d'un résumé et la prise en charge de l'évaluation formative.

Des efforts restent donc à faire quant à la démarche scientifique et aux interactions entre apprenants.

3.2.2. Leçons apprises et capitalisation

La présente étude a livré une gamme variée d'enseignements. La problématique de la pérennisation du financement de l'éducation est ainsi posée. Comment mettre en œuvre une politique de développement qui apporte une réponse appropriée à la demande d'éducation et de formation des populations ? Il s'agit de réaliser des actions qui concrétisent la vision du Sénégal en matière d'éducation et de formation à savoir « un système d'éducation et de formation équitable, efficace, efficient, conforme aux exigences du développement économique et social, plus engagé dans la prise en charge des exclus, et fondé sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des Collectivités Locales et des acteurs à la base ».

Pour réussir une telle option, les choix ont reposé d'abord sur le principe du partenariat qui considère que la coopération peut appuyer le système éducatif sénégalais auparavant marqué une inefficacité de son mécanisme de financement des écoles et établissements d'éducation et de formation.

L'objectif majeur est d'éliminer les obstacles au développement d'une équité d'accès à l'éducation. L'orientation de l'assistance et de la coopération des PTF devrait à cet effet se fonder sur un alignement et un ciblage des priorités locales surtout dans un contexte marquée par une raréfaction des ressources.

Ensuite, le principe d'autonomie pour des actions locales dans les villages et les communautés qui créent une dynamique de responsabilité et une implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre des politiques éducatives.

Le souci d'arriver à une EPT répond ainsi à une « politique objective de développement »²² qui passe par une facilitation de l'accès des communautés aux opportunités et aux infrastructures de base et par la mise en place d'un processus participatif qui favorise le champ de la responsabilité individuelle et collective. Dans cette logique, nous avons également que la réduction des vulnérabilités économique et sociale passe aussi par l'équité d'accès à un système éducatif qui tend « à préparer les conditions d'un développement intégral assumé par la nation toute entière »²³. En effet si les populations sont bien informées ; elles seront à même de répondre avec succès aux défis leur permettant de se libérer efficacement de la pauvreté dont elles sont victimes.

D'ailleurs, la JICA ambitionne désormais de communiquer avec l'ensemble de ses partenaires en mettant l'accent sur les projets et les programmes mis en œuvre au Sénégal et sur l'efficacité de l'Aide Publique au Développement.

La capitalisation se fera sur toutes les expériences similaires en matière de constructions d'infrastructures scolaires et de formations des personnels enseignants dans la région de Thiès. En effet, la région, de par sa position géographique stratégique, a l'avantage de recevoir les interventions de plusieurs partenaires techniques et ONG. Les acquis de la capitalisation serviront de base pour renforcer et systématiser toutes les expériences menées dans l'accompagnement de la mise en œuvre du PAQUET.

²² Problématique du financement d'un système éducatif plus égalitaire, Cling et al .2002

²³ Loi d'Orientation de l'Education nationale° 91.22 du 16 février 1991.

Chapitre 4 : RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

4.1. Recommandations

4.1.1. Renforcement du partenariat public-privé dans l'éducation

Pour financer l'éducation, l'école compte d'abord sur les ressources publiques. Cependant, les autorités font souvent face à une insuffisance de leurs ressources budgétaires pour financer des infrastructures et services de base. Ainsi, le recours aux PPP leur facilite le développement des investissements. Cela permet un meilleur contrôle des dépenses publiques et des interventions des PTF. Il s'agira d'impliquer de manière plus responsable les acteurs politiques, techniques, sociaux et financiers dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi des programmes de développement de l'éducation. A travers des méthodes de gestion innovatrices, Le renforcement du partenariat permettra de bénéficier de l'expertise et des méthodes de fonctionnement du secteur privé dans le cadre d'un service public. La créativité, la nécessité de concurrence et de transparence et l'innovation technologique du secteur privé permettront aux populations de bénéficier de services de meilleure qualité. C'est pourquoi, les mesures ci-dessous pourraient être envisagées pour la pérennisation du financement du système éducatif sénégalais :

- responsabiliser plus et mieux le secteur privé pour qu'il développe des initiatives dans le domaine de l'éducation et de la formation en collaboration avec les Collectivités Locales et les opérateurs individuels ;
- Impulser la coopération décentralisée pour mieux prendre en charge l'Education ;
- renforcer le partenariat regroupant les Collectivités Locales, les autorités scolaires déconcentrées, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers ;
- mettre en place une fondation du secteur privé pour l'Education et le partenariat public privé au niveau local afin d'exploiter les potentialités en ressources additionnelles existantes ;
- Partager et délimiter clairement les rôles et responsabilités pour la durabilité du partenariat ;
- inviter les entreprises locales versées dans la Responsabilité Sociétale des Entreprises(RSE) à investir dans les établissements par un important travail de plaidoyer et de sensibilisation ;

- Promouvoir des approches communautaires de base dans lesquelles des franges de la population s'organisent par elles-mêmes pour fournir leurs services, de manière plus ou moins informelle.

La réussite du renforcement du partenariat public-privé dans l'éducation nécessitera deux conditions majeures :

- confiance et transparence : le déséquilibre entre les moyens mobilisables par le secteur public et le secteur privé peut entraîner un déséquilibre dans les rapports de force. Pour éviter d'éventuels dysfonctionnements, le processus doit donc se baser sur des principes d'équité, de transparence et d'avantages mutuels ;
- un cadre juridique et réglementaire propice : Pour obtenir la participation durable du secteur privé, il est indispensable que, d'une part, le secteur public fixe un cadre juridique approprié pour la passation de marchés et que, d'autre part, le gouvernement fixe un cadre réglementaire clair pour appliquer des mécanismes de financement adaptés.

4.1.2. Mise en place de multi-partenariat dans le financement de l'éducation

L'interaction entre le secteur public et le secteur privé concernant le financement de l'éducation a pendant longtemps permis des initiatives conjointes. De nos jours, le développement de fortes organisations de la société civile donne l'occasion de « couvrir les partenariats réunissant une grande diversité d'acteurs publics, privés et de la société civile » (Draxler, 2008). Selon le Forum économique mondial (FEM), il s'agit d'un modèle de coopération pour le développement dans lequel le secteur privé (entreprises privées, fondations d'entreprise, groupes ou associations d'affaires) et le secteur public (ministère de l'éducation et écoles) réunissent expertises et ressources pour réaliser des objectifs de développement. Pour le Sénégal, de nombreux organismes bilatéraux et multilatéraux manifestent des disponibilités à appuyer des programmes sociaux surtout dans le cadre de l'éducation.

Ainsi, un multi-partenariat qui regrouperait autour du Sénégal ses principaux partenaires en matière d'éducation que sont la JICA, la Banque Mondiale, l'USAID, l'ACDI, l'AFD, etc. pourrait être créé dans un but de défense, de regroupement de ressources, d'échange d'expertise ou de mise au point de nouveaux moyens de construire ou de fournir des infrastructures et des services. (Draxler, 2008). Ainsi, selon Draxler (2008), « il sera

considéré comme un mécanisme complémentaire permettant de renforcer l'expertise, les synergies, les ressources et les réponses aux besoins ».

Les différents acteurs engagés dans le multipartenariat auront à réaliser le suivi du financement du secteur de l'éducation et ses effets sur les bénéficiaires pour une meilleure transparence budgétaire et une utilisation effective et efficiente des ressources en vue d'un développement durable du secteur.

A cet effet, des idéaux mondiaux comme l'EPT, les OMD qui sont des « besoins urgents » (UNICEF, 2006) nécessitent un multi-partenariat mobilisant des ressources et créant des programmes pour développer des politiques en vue de mettre en œuvre des initiatives de plaidoyer et de campagnes de sensibilisation.

Aussi ce multi-partenariat dans le domaine éducatif redéfinira le rôle du gouvernement et des partenaires techniques et financiers dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement. L'initiative multi-partenariale représentera un changement considérable dans le modèle de développement de l'éducation en définissant clairement les rôles et responsabilités. Dans un contexte de crise financière mondiale, ce nouveau cadre de partenariat travaillera à mieux coordonner les efforts de refinalisation et de refondation du système éducatif sénégalais.

4.2. Perspectives

4.2.1. Renforcement de la gestion décentralisée et communautaire du système éducatif.

Pour une meilleure prise en charge de la demande à la base, l'État renforcera la dévolution du pouvoir de gestion du niveau central vers les structures déconcentrées, décentralisées et communautaires. Ainsi, dans une perspective d'autonomisation et de responsabilisation accrues, les collectivités locales et les communautés assumeront correctement le développement de l'éducation à la base. Aussi, l'obligation d'optimisation des résultats pourrait être généralisée dans le cadre d'une gestion transparente et contrôlée des ressources destinées au financement du système éducatif. Les incidences du renforcement de la gestion seront recherchées dans :

- l'implication effective et efficiente des communautés dans la gestion : la participation de la communauté à la gestion ne doit pas être seulement une option stratégique inscrite dans la lettre de politique générale pour le secteur de

l'éducation et de la formation et dans le PAQUET, elle doit être un outil opérationnel d'impulsion et de mise en œuvre des politiques éducatives à la base ;

- le degré de satisfaction des bénéficiaires : les résultats obtenus en termes d'actions réalisées pour le développement qualitatif du système éducatif devraient être des réponses aux besoins réellement exprimés et constatés après un diagnostic participatif. Un sentiment identitaire de l'école de la localité devrait commencer à se développer ;
- l'amélioration des seuils de maîtrise des apprenants : Pour ce faire, il est impératif d'améliorer les pratiques pédagogiques pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie et de promouvoir le développement de l'enseignement des sciences, de la technologie dans dispositif d'assurance qualité fonctionnel à tous les niveaux.

De la maximisation des efforts des communautés dans la gestion et d'une bonne coordination des actions de tous les partenaires résultera la qualité pour promouvoir à tous les niveaux un système éducatif d'excellence. De même une meilleure implication des CGE dans la planification, la gestion et l'évaluation de l'environnement scolaire contribuerait à améliorer la demande, l'accès et la qualité de l'éducation dans la région de Thiès en particulier et dans toutes les régions du Sénégal en général. La collaboration entre l'Etat et les CGE comportera plusieurs dimensions : coopération, échange d'expériences, soutenabilité et pérennisation.

Plus globalement, la politique de gestion du système éducatif prendrait en compte certes le cadrage macro-économique mais aussi la mobilisation des multiples compétences de gestion en particulier celles existantes dans les collectivités décentralisées et dans les communautés.

4.2.2. Multi- partenariat, incubateur de programmes de développement de l'éducation

Dans la perspective de l'atteinte des OMD surtout de l'objectif 2, nous préconisons la mise en œuvre de stratégies d'alliances appelées multi-partenariat qui regroupe le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les communautés .Ce multi-partenariat vise à encourager toutes les interventions qui aident à atteindre les objectifs de l'éducation pour tous.

Il s'agira dans cette nouvelle structure d'attirer et de gérer des ressources mais aussi de mobiliser des compétences et des engagements de tous les partenaires afin de contribuer à l'expansion et au développement d'un système éducatif de qualité. Ainsi nous pensons que les PTF pourront soutenir la mise en œuvre de projets éducatifs nationaux pertinents, évolutifs et durables.

Par ailleurs, la construction de stratégies de développement du système éducatif sénégalais à travers le multi-partenariat devrait permettre d'augmenter l'efficacité des interventions extérieures dans les politiques éducatives et d'articuler les modalités de partenariat entre tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre et le suivi des programmes de développement.

Au vu des ressources nationales limitées, parvenir à l'objectif de l'EPT n'apparaît envisageable qu'avec une forte progression du partenariat. En effet, à travers le PAQUET, le Sénégal s'est engagé à développer un partenariat large, efficace et mieux organisé. Toutes les ressources disponibles au niveau des multiples partenaires devront être investies sans entraves dans le système éducatif.

En outre, l'option sera un partenariat fondé sur les principes de partage équitable des devoirs, droits et responsabilités et aussi sur les principes de vision partagée, « de pérennisation, d'imputabilité et de décentralisation ».

Ainsi au regard des mécanismes de financement adaptés et durables souhaités le PAQUET, la logique de partenariat devrait rompre avec l'approche projet pour s'inscrire dans une approche-programme dans une démarche holistique. Une Charte de multi-partenariat en éducation et en formation qui prévoit des espaces de concertation d'actions et de suivi accompagnera le dispositif participatif et de pilotage du cadre d'opérationnalisation de la politique éducative pour la période 2012-2025.

CONCLUSION GENERALE

En choisissant d'étudier le financement de l'éducation sous l'angle de l'évaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers nous avons voulu poser un regard critique sur les réalisations de la JICA dans la région de Thiès d'une part et d'autre part de mesurer leurs impacts sur les bénéficiaires. Il s'agissait essentiellement d'apprécier objectivement les actions de ce partenaire intervenant dans le secteur éducatif.

Il est apparu dans cette étude que l'appui de la JICA joue un rôle particulièrement important dans le financement de l'éducation. La mise en œuvre du programme JICA VI, du PREMST et du PAES a donné lieu à une participation financière du partenaire technique et financier dont la contribution au financement du système éducatif n'a cessé de croître depuis 1991 et était déjà estimée à 5.040.000.000 F CFA²⁴.

En effet, le Japon a consenti des efforts d'un coût global de 1213 000 000 de Yens soit environ 6 840 000 000 de FCFA dans la réalisation du programme de développement de l'éducation dans la région de Thiès en assurant :

- la construction, durant la période 2013-2015, de 140 salles de classe, 152 cabines d'hygiène et 15 blocs administratifs ;
- la formation de 6681 enseignants dans le cadre du PREMST ;
- l'amélioration de la gestion scolaire de 488 écoles avec le PAES 2 soit 60,5% du nombre total d'écoles prévues.

Grâce à une analyse de ces données recueillies à l'aide d'entretiens et de questionnaires alliés à des informations documentaires et à une observation de pratiques pédagogiques, la recherche nous a permis d'apprécier l'efficacité de l'intervention de la JICA et de percevoir ses impacts sur le développement du système éducatif sénégalais.

Somme toute, les résultats auxquels nous sommes parvenus nous ont permis de diagnostiquer l'approche de partenariat entre le Sénégal et le Japon en particulier et de ses partenaires en général. Il est ressorti donc de cette étude qu'avec la mobilisation et la disponibilité de ressources, les partenaires à l'image de la JICA sont devenus incontournables dans la mise en œuvre du programme de développement du système éducatif. Seulement que le secteur éducatif est l'un des principaux domaines où la

²⁴ Ministère de l'Éducation / Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation, 2007, *PDEF Rapport d'exécution technique et financière*, 2006, p.117

coordination entre l'État et les partenaires au développement a toujours été difficile. Néanmoins, pour exercer un véritable pilotage stratégique du secteur, il est évident que les fonds issus du financement extérieur doivent être dépensés avec précaution et efficacité afin d'identifier des zones prioritaires et de confirmer les impacts obtenus dans la région de Thiès en termes d'offres éducatives suffisantes adaptées et de capacités professionnelles améliorées chez les enseignants.

Il est donc primordial de conscientiser tous les partenaires à l'importance des choix et des arbitrages à opérer lorsqu'il s'agit d'investir dans le système éducatif sénégalais. Certes, la tâche n'est pas facile car la demande et la pression « politico-sociales » sont très fortes mais le gouvernement doit développer avec ses partenaires techniques et financiers des stratégies d'intervention qui résolvent les problèmes d'équité liés au développement du secteur éducatif. Par conséquent, les décisions doivent être prises sur la base de visions stratégiques et à long terme et non sur la base d'intérêts politiques ou pour plaire à un partenaire.

En bref, il faut souligner que cette étude a permis de se rendre compte que la pertinence et l'efficacité des actions des partenaires doivent reposer sur une planification stratégique et une coordination globale tant au niveau central que décentralisé et sur le respect des priorités.

Comme toute recherche scientifique, cette étude présente des limites. En effet, pour une couverture plus globale, ce travail devrait s'étendre sur un échantillon plus grand. Mais les moyens limités et les difficultés rencontrées dans la collecte des informations nécessaires à notre étude nous ont contraints à circonscrire notre recherche dans la région de Thiès et à la limiter sur l'intervention de la JICA pour des raisons que nous avons données dans la première partie. Cependant, au regard des résultats engrangés, la présente étude avait une modeste ambition. Les conclusions auxquelles nous avons abouties pourront être approfondies dans une perspective d'enrichir le débat sur la problématique de la pertinence de l'intervention des PTF au développement du système éducatif sénégalais.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

Annexe 1 : Guide d'entretien adressé au Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : SECRETAIRE GENERAL DU MINISTERE DE L'EDUCATION				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REponses	OBSERVATIONS
Construction et équipement d'infrastructures scolaires	Populations et/ou milieux	Quels sont les populations et /ou milieux ciblés par la JICA dans ses interventions?		
		Y a-t-il une étude préalable des besoins? Si oui, comment cette étude s'est faite ?		
	Appui de la JICA	La JICA accompagne-t-elle le PAQUET ? Si oui, quel est le principal problème à résoudre ?		
		Existe-t-il des dispositions réglementaires assignées à la JICA ?		
	Réalisations	Depuis l'intervention de la JICA, constatez-vous une évolution des résultats scolaires de vos élèves		
Recommandations	Quelles recommandations auriez-vous à faire à la JICA pour améliorer la qualité de ses réalisations sur le terrain ?			
Projet de Renforcement	Conformité avec les priorités	Constatez-vous une conformité du PREMST avec les	<input type="checkbox"/> OUI	

de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie(PREMST)	et défis du PAQUET	priorités et défis du PAQUET ?	<input type="checkbox"/> NON	
	Engagement du ME pour la pérennisation	Comment le ME compte impliquer les nouveaux enseignants pour pérenniser le PREMST ?		
	Avantages de la stratégie du PRESMT	Citez trois avantages de la stratégie du PRESMT		
	Evaluation du PREMST	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PREMST ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	difficultés relevées	Citez difficultés relevées dans le développement du PREMST		
	Leçons apprises	Tirez trois enseignements tirés du développement du PREMST		
	Perspectives d'introduction dans les structures de formation initiales	Le PREMST sera-t- il introduit dans les programmes de la formation initiale ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES)	Les objectifs	Quels sont les objectifs du PAES ?		
		Quelle est la pertinence de la vision du PAES vis-à-vis des enjeux actuels de développement de l'éducation au Sénégal ?		
	Gestion du système	En quoi le Comité de Gestion d'Ecole (CGE) est-elle l'instance principale de la mise en œuvre des solutions envisagées pour le développement de l'école ?		
		Quelle place occupe le PAV dans le développement qualitatif de l'école ?		
	Engagement du ME pour la pérennisation du PAES	Comment le ME compte-il pérenniser le PAES?		

Annexe 2 : Guide d'entretien adressé au Secrétaire Général de l'IA de Thiès et Coordonnateur régional du PREMST

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : SECRETAIRE GENERAL DE L'IA ET COORDONNATEUR REGIONAL DU PREMST				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REPOSES	OBSERVATIONS
Construction et équipement d'infrastructures scolaires	Populations et/ou milieux	Quels sont les populations et /ou milieux ciblés par la JICA dans ses interventions au niveau de l'académie de Thiès?		
		Y a-t-il une étude préalable des besoins? Si oui, comment cette étude s'est faite ?		
	Appui de la JICA	La JICA accompagne-t-elle le PAQUET ? Si oui, quel est le principal problème à résoudre ?		
		Existe-t-il des dispositions réglementaires assignées à la JICA ?		
Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la	Impact sur les performances scolaires	Le PREMST a-t-il eu un impact sur les performances scolaires des élèves dans l'académie de Thiès ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Avantages de la	Citez trois avantages de la stratégie du PREMST.		

Technologie (PREMST)	stratégie du PREMST			
	Evaluation du PREMST	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PREMST ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Difficultés relevées	Citez difficultés relevées dans le développement du PREMST dans l'académie de Thiès.		
	Leçons apprises	Tirez trois enseignements tirés du développement du PREMST	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES)	Les objectifs	Quelle est la pertinence de la vision du PAES vis-à-vis des enjeux actuels de développement de l'éducation dans l'Académie de Thiès?		
	Gestion du système	En quoi le Comité de Gestion d'Ecole (CGE) est-elle l'instance principale de la mise en œuvre des solutions envisagées pour le développement de l'école ?		
		Quelle place occupe le PAV dans le développement qualitatif de l'école ?		

Annexe 3 : Guide d'entretien adressé au Chef du bureau JICA/Sénégal.

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : Chef du bureau JICA/Sénégal.				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REPONSES	OBSERVATIONS
Construction et équipement d'infrastructures scolaires	Populations et/ou milieux	Quels sont les populations et/ou milieux ciblés par la JICA dans ses interventions?		
		Y a-t-il une étude préalable des besoins? Si oui, comment cette étude s'est faite ?		
	Appui de la JICA	La JICA accompagne-t-elle le programme de développement du système éducatif sénégalais dénommé PAQUET ? Si oui, quel est le principal problème à résoudre ?		
		Existe-t-il des dispositions réglementaires assignées à la JICA ?		
	Réalisations	Depuis l'intervention de la JICA, constatez-vous une évolution dans l'amélioration de l'accès au Sénégal ?		
	Recommandations	Quelles recommandations auriez-vous à faire à l'Etat du Sénégal pour améliorer la qualité des réalisations de la JICA sur le terrain ?		

Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie (PREMST)	Conformité avec les priorités et défis du PAQUET	Constatez-vous une conformité du PREMST avec les priorités et défis du PAQUET ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Engagement de la JICA pour la pérennisation	Comment la JICA compte impliquer les nouveaux enseignants pour pérenniser le PREMST ?		
	Avantages de la stratégie du PRESMT	Citez trois avantages de la stratégie du PRESMT		
	Evaluation du PREMST	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PREMST ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	difficultés relevées	Citez difficultés relevées dans le développement du PREMST		
	Leçons apprises	Tirez trois enseignements tirés du développement du PREMST		
Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES)	Les objectifs	Quels sont les objectifs du PAES ?		
		Quelle est la pertinence de la vision du PAES vis-à-vis des enjeux actuels de développement de l'éducation au Sénégal ?		
	Gestion du système	En quoi le Comité de Gestion d'Ecole (CGE) est-elle l'instance principale de la mise en œuvre des solutions envisagées pour le développement de l'école ?		
		Quelle place occupe le Plan d'Action Volontariste dans le développement qualitatif de l'école ?		
	Ce modèle s'est-il inspiré d'un modèle japonais ? Si oui, précisez les similitudes.			

Annexe 4 : Guide d'entretien adressé à Takeshi Miyazaki (EdD.)

Expert JICA-Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie Phase 2 (PREMST2) Ministère de l'Education / JICA

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : Expert JICA -Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie Phase 2(PREMST2) Ministère de l'Education / JICA				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REPONSES	OBSERVATIONS
Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie (PREMST)	Impact sur les performances scolaires	Le PREMST a-t-il eu un impact sur les performances scolaires des élèves dans l'académie de Thiès ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Avantages de la stratégie du PREMST	Citez trois avantages de la stratégie du PREMST.	1-..... 2-..... 3-.....	
	Evaluation du PREMST	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PREMST	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Leçons apprises	Quels sont les enseignements tirés dans la mise en œuvre du PREMST ? citez-en au moins trois	1..... 2..... 3.....	

Annexe 5 : Guide d'entretien adressé au Coordonnateur national du PREMST 2

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : Coordonnateur national du Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie Phase 2(PREMST2) Ministère de l'Education				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REPOSES	OBSERVATIONS
Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie (PREMST)	Impact sur les performances scolaires	Le PREMST a-t-il eu un impact sur les performances scolaires des élèves dans l'académie de Thiès ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Avantages de la stratégie du PREMST	Citez trois avantages de la stratégie du PREMST.	1-..... 2-..... 3-.....	
	Evaluation du PREMST	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PREMST	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Leçons apprises	Quels sont les enseignements tirés dans la mise en œuvre du PREMST ? citez-en au moins trois	1..... 2..... 3.....	
	Perspectives de pérennisation	Quelles sont les stratégies de pérennisation du PREMST après le départ du partenaire ?	

Annexe 6 : Guide d'entretien adressé au Coordonnateur national du PAES 2.

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : Coordonnateur national du Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire(PAES2) Ministère de l'Education				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REPONSES	OBSERVATIONS
Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES 2)	Impact sur les performances scolaires	Le PAES a-t-il eu un impact sur les performances scolaires des élèves dans l'académie de Thiès ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Environnement scolaire	Quelles sont les actions menées par le PAES 2 pour améliorer l'environnement scolaire ?	
		Comment appréciez-vous les actions du PAES par rapport à la qualité de l'environnement scolaire et des conditions d'apprentissage ?	
	Avantages de la stratégie du PAES	Citez trois avantages de la stratégie du PAES	1-..... 2-..... 3-.....	
	Evaluation du PAES2	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PAES2	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	

		Pourquoi le Comité de Gestion d'École (CGE) devient-elle l'instance principale de la mise en œuvre des solutions envisagées pour le développement de l'école ?		
		Quelle place occupe le PAV dans le développement qualitatif de l'école ?		
	Leçons apprises	Quels sont les enseignements tirés dans la mise en œuvre du PAES 2 ? citez-en au moins trois	1..... 2..... 3.....	

BIBLIOTHEQUE

Annexe 7 : Guide d'entretien adressé aux IEF.

TYPE DE MEMOIRE : Mémoire de diagnostic : décrire une pratique et porter un regard critique				
THEME : Evaluation de l'intervention des partenaires techniques et financiers dans le système éducatif au Sénégal : cas de la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès.				
QUESTION PRINCIPALE : quels sont les impacts sur les bénéficiaires (Collectivités locales, parents d'élèves, élèves, enseignants) des réalisations effectuées par la JICA dans le financement du secteur de l'éducation dans la région de Thiès ?				
OBJECTIF DU GUIDE : Ce guide est réalisé dans le cadre de la recherche que nous menons pour l'obtention d'un MBA en Administration et Gestion des Entreprises et des Organisations au Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion(CESAG)				
FONCTION DE L'INTERLOCUTEUR : INSPECTEUR DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION DE.....				
DOMAINES D'INTERVENTION	ITEMS	QUESTIONS	REponses	OBSERVATIONS
Construction et équipement d'infrastructures scolaires	Populations et/ou milieux	Quels sont les populations et /ou milieux ciblés par la JICA dans ses interventions au niveau de votre IEF?		
		Y a-t-il une étude préalable des besoins? Si oui, comment cette étude s'est faite ?		
	Appui de la JICA	La JICA accompagne-t-elle le PAQUET ? Si oui, quel est le principal problème à résoudre dans votre circonscription?		
		Existe-t-il des dispositions réglementaires assignées à la JICA ?	Cahier de charges <input type="checkbox"/> Cadre logique <input type="checkbox"/> Plan d'opération <input type="checkbox"/> Autres : (préciser) <input type="checkbox"/>	
	Réalisations	Depuis l'intervention de la JICA, constatez-vous une évolution des résultats scolaires de vos élèves		
	Recommandations	Quelles recommandations auriez-vous à faire à la JICA pour améliorer la qualité de		

		ses réalisations sur le terrain ?		
Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques, des Sciences et de la Technologie (PREMST)	Impact sur les performances scolaires	Le PREMST a-t-il eu un impact sur les performances scolaires des élèves de votre IEF ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
		Donnez les disciplines dans lesquelles les seuils de maîtrise sont les plus satisfaisants.		
	Avantages de la stratégie du PREMST	Citez trois avantages de la stratégie du PREMST.		
	Evaluation du PREMST	Est-ce qu'il y a une évaluation des différentes actions menées dans le cadre du PREMST ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
	Difficultés relevées	Citez difficultés relevées dans le développement du PREMST.		
	Leçons apprises	Tirez trois enseignements tirés du développement du PREMST	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES)	Les objectifs	Quelle est la pertinence de la vision du PAES vis-à-vis des enjeux actuels de développement de l'éducation dans votre circonscription?		
	Gestion du système	En quoi le Comité de Gestion d'Ecole (CGE) est-elle l'instance principale de la mise en œuvre des solutions envisagées pour le développement de l'école ?		

Annexe 8 : Guide d'entretien adressé aux Directeurs d'école.

IEF : École :

Nombre de classes :

Déchargé Non déchargé

Statut dans le PREMST :

Ancienneté dans la fonction de Directeur dans la zone PREMST : ans

I-EVALUATION DU PREMST

1) Avez-vous participé à une session de formation du PREMST? OUI
 NON

2) Avez-vous bénéficié d'un encadrement d'un inspecteur dans le cadre des activités du PREMST ? OUI NON Si oui, Combien de fois ?.....

3) Quelle appréciation faites-vous des items ci-dessous ?

PST=pas du tout satisfaisant

PS=peu satisfaisant

S=satisfaisant

TS=très satisfaisant

N°	ITEMS	PST	PS	S	TS
	Formation en cascade :				
	Pertinence des modules				
	Durée de la formation				
	Nombre de modules par rapport aux séances :				
	Formation à distance				

4) Le PREMST a-t-il contribué à redynamiser les cellules d'animation pédagogique ?
 OUI NON

Justifiez votre réponse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

5) Avez-vous noté des changements de pratiques dans l'enseignement/apprentissage des disciplines ciblées par le PREMST ?

N°	ITEMS	Arguments
1	Préparations des leçons	1..... 2.....
2	Mise en œuvre des leçons	1..... 2.....
3	Evaluation des leçons	1..... 2.....

6) Modalité d'encadrement des enseignants

N°	RUBRIQUES	Oui	Non	Observations
1	Existence de cellule d'animation interne :			
2	Disponibilité de rapports de suivi/ encadrement			
3	Existence d'une banque de fiches			
4	Outils d'encadrement			

7) Quelles sont les difficultés majeures notées dans le réinvestissement des modules déroulés dans le cadre du PREMST?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

8) Quelles recommandations faites-vous pour améliorer la formation continue des enseignants?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

II-EVALUATION DU PAES

1) Est-ce que les élèves de votre école étudient-ils dans de bonnes conditions de travail ?

OUI NON

Justifiez votre réponse

.....
.....

.....
.....
.....
.....

2) Est-ce que les salles de classe ont été disponibles à temps pour la rentrée scolaire 2014/2015 ? OUI NON

Sinon, pourquoi ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

3) Votre école dispose-t-elle de sanitaires en nombre suffisant pour les élèves et pour le personnel ? OUI NON

Sont-ils séparés ? OUI NON Sont-ils fonctionnels ? OUI NON

Sont-ils bien entretenus ? OUI NON

Si oui, par qui ?.....

.....

4) Y'a-t-il un point d'eau dans votre école ? Robinet puits

Combien ?.....

.....

5) Actions réalisées par la Communauté dans le cadre du Plan d'Action Volontariste(PAV)

N°	ACTIONS	OUI	NON	OBSERVATIONS
1	Suivi-contrôle des élèves par les élèves et la communauté			
2	Organisation de cours de rattrapage			
3	Acquisition et mise en place à temps de manuels et de fournitures scolaires avec le concours du CGE et des collectivités locales			
4	Organisation d'examens blancs			
5	Organisation d'une cérémonie de remise des prix aux élèves et enseignants méritants			
6	Constructions de salles de classe avec l'appui de l'Etat et/ou de la JIA			

Annexe 9 : Guide d'entretien adressé aux parents d'élèves.

I-Actions partenariales

1-Quelles relations entretenez-vous avec la JICA ?

.....
.....
.....

2-La JICA vous implique-t-elle dans les réalisations effectuées dans votre localité ?

OUI NON

3-Comment appréciez-vous les actions réalisées par la JICA dans votre localité ?

.....
.....
.....

4-Quels sont les effets positifs de l'intervention de la JICA dans votre localité ?

.....
.....

5-Quelles suggestions faites-vous à la JICA et à d'éventuels partenaires pour rendre plus efficaces les actions qu'ils comptent réaliser dans votre école ?

.....
.....
.....

II-Identification des problèmes

1-Que faites-vous pour mettre à temps des salles de classe à la disposition des élèves ?

.....
.....
.....

2-Quel type de classe est le plus à votre portée en l'état actuel des choses ?

.....
.....
.....

3-Avec quoi allez-vous les construire ?

.....
.....
.....

4) Avec qui ?.....

.....

5) Quels sont les facteurs qui influencent sur le recrutement et le maintien des enfants à l'école ?

.....

III- Choix des problèmes à résoudre

Précisez les problèmes prioritaires, les solutions envisagées et réalisables par la communauté

N°	PROBLEMES PRIORITAIRES	SOLUTIONS ENVISAGEES ET REALISABLES PAR LA COMMUNAUTE
1	Rentrée scolaire souvent retardée <input type="checkbox"/>	-construction d'abris provisoires <input type="checkbox"/> -construction de salles de classe en dur <input type="checkbox"/> -mise en place de fournitures à temps <input type="checkbox"/> -organisation de cours de rattrapage <input type="checkbox"/>
2	Absence des élèves <input type="checkbox"/>	-suivi-contrôle des élèves par les parents <input type="checkbox"/> -organisation de cours de rattrapage <input type="checkbox"/>
3	Fermeture précoce des classes <input type="checkbox"/>	-sensibilisation des parents <input type="checkbox"/> -organisation de cours de rattrapage <input type="checkbox"/>
4	Retard dans la mise en place des enseignants <input type="checkbox"/>	-prise de mesures d'urgence en collaboration avec l'Equipe pédagogique et l'IEF - organisation de cours de rattrapage <input type="checkbox"/>

Annexe 10 : Grille d'observation de leçon

IEF.....

Ecole :.....

Nom de l'enseignant(e) :.....

Etape :.....

Niveau :.....Effectif :.....

Activité observée :.....

Objet de la leçon :.....Durée :.....

-0 : pas du tout satisfaisant ; 1 : peu satisfaisant ; 2 : satisfaisant ; 3 : très satisfaisant

- Lorsqu'un item n'est pas applicable dans une leçon, on coche la case « non appliqué ».

ITEMS	0	1	2	3	Item non appliqué à la leçon
I. PLANIFICATION					
1.1. Pertinence de la justification					
1.2. Pertinence des objectifs					
1.3. Identification de pré requis pertinents					
1.4. Pertinence des situations problèmes proposées					
1.5. Choix des supports et matériels didactiques adaptés					
1.6. Congruence entre activités prévues et objectifs					
1.7. Concision et justesse du résumé prévu					
1.8. Pertinence des situations d'évaluation prévues					
II. ACTIVITES ET ATTITUDES DE L'ENSEIGNANT(E)					
2.1. Partage des justifications de l'objet d'étude (susciter l'intérêt et la motivation)					
2.2. Mise en situation des apprenants					
2.3. Utilisation du matériel prévu					
2.4. Réalisation des Activités prévues					
2.5. Exploitation des productions des élèves					

2.6. Maîtrise des contenus enseignés					
2.7. Clarté des consignes					
2.8. Valorisation de l'engagement des élèves					
2.9. Valorisation du travail des élèves					
2.10. Soutien aux élèves qui éprouvent des difficultés					
2.11. Gestion rationnelle du temps					
2.12. Implication des élèves dans l'élaboration du résumé					
2.13. Prise en charge de l'évaluation formative (auto évaluation, auto correction)					
III. ACTIVITES ET ATTITUDES DE L'APPRENANT(E)					
3.1. Identification de la problématique					
3.2. Proposition d'hypothèses					
3.3. Travail individuel					
3.4. Participation aux travaux de groupe effectués					
3.5. Qualité des productions					
3.6. Formulation de conclusion à partir des activités					
3.7. Participation à l'institutionnalisation du savoir (élaboration de la règle, du résumé.)					
3.8. Interaction entre apprenants					
3.9. Degré d'atteinte des objectifs de la leçon					

Annexe 11 : Questionnaire adressé aux enseignants.

I. PERCEPTION DE L'ENSEIGNANT SUR LA STRATEGIE DU PREMST

1.1. Avez-vous bénéficié d'une formation initiale ? :

Oui

Non

1.2. Combien de fois avez-vous assisté à une cellule interne au cours l'année scolaire 2013/2014?

0

1 ou 2 fois

3 à 5 fois

6 fois et plus

1.3. Comment appréciez-vous les séances de cellule interne au cours de l'année scolaire 2013/2014? :

Pas satisfaisant

Peu satisfaisant

Satisfaisant

Très satisfaisant

1.4. Combien de fois avez-vous assisté à une cellule d'animation pédagogique externe au cours de l'année scolaire 2013/2014?

0

1 ou 2 fois

3 à 5 fois

6 fois ou plus

1.5. Comment appréciez-vous les séances de cellule d'animation pédagogique externe au cours de l'année scolaire 2013/2014?

Pas satisfaisant

Peu satisfaisant

Satisfaisant

Très

satisfaisant

1.6. Etes-vous satisfait de vos compétences actuelles pour dispenser des enseignements apprentissages en Mathématiques ? :

Pas satisfait

Peu satisfait

Satisfait

Très satisfait

1.7. Etes-vous satisfait de vos compétences actuelles pour dispenser des enseignements apprentissages en sciences ? :

Pas satisfait

Peu satisfait

Satisfait

Très satisfait

1.8. Etes-vous motivé à améliorer vos compétences pour l'enseignement des mathématiques, des sciences et de la technologie ?

Pas motivé Peu motivé Motivé Très motivé

1.9. Vos élèves sont-ils motivés pour aborder des apprentissages en mathématiques, en sciences et en technologie ?

Pas motivés Peu motivés Motivés Très motivés

1.10. Appréciez votre degré de maîtrise des modes de travail suivants :

Travail individuel : Pas satisfait Peu satisfait Satisfait Très satisfait

Travail de groupe : Pas satisfait Peu satisfait Satisfait Très satisfait

II. PERCEPTION SUR LA QUALITE DES ENSEIGNEMENTS /APPRENTISSAGES EN MATH, SCIENCES ET TECHNOLOGIE.

0=jamais 1=rarement 2=souvent 3=toujours

N°	ITEMS	0	1	2	3
1	J'entame les leçons en amenant les élèves à s'interroger sur un problème ou un phénomène				
2	Je recueille les représentations des élèves				
3	J'organise les élèves en groupes de travail pour leurs activités				
5	J'utilise des faits de la vie courante pour expliquer aux élèves des concepts scientifiques				
6	J'aide les élèves à intégrer les acquis antérieurs pour résoudre des problèmes de vie courante				
7	Je fais réaliser par les élèves des activités qui les motivent pour les apprentissages en sciences, en mathématiques et en technologie.				
8	Les élèves réalisent des manipulations pour les enseignements/apprentissages des sciences, des maths et de la technologie				
9	Je donne des consignes, ensuite les élèves les exécutent				
10	Les élèves démontrent, ensuite le maître corrige				

III.DIFFICULTES DANS LA PRATIQUE DE CLASSE

3.1. Précisez les difficultés que vous rencontrez dans la pratique de classe en mathématiques, en sciences et en technologie.

a-.....

- b-.....
- c-.....
- d-.....

3.2.Citez les thèmes que vous trouvez difficiles à pratiquer en maths, en sciences et technologie :

- a-.....
- b-.....
- c-.....
- d-.....

IV. ACQUIS DU PREMST

1.1.Le PREMST vous a-t-il permis d’aplanir vos difficultés antérieures liées à certains contenus enseignés ? *pas du tout* *faiblement* *moyennement* *totalemement*

1.2.Le PREMST vous a-t-il permis d’acquérir une meilleure appropriation des démarches pédagogiques *pas du tout* *faiblement* *moyennement* *totalemement*

1.3.Le PREMST vous a-t-il permis de produire du matériel de substitution en cas de besoin ?

1.4.*pas du tout* *faiblement* *moyennement* *totalemement*

V.ACQUIS DU PAES

5.1. Avez-vous déjà installé dans votre école un CGEE ? Oui Non

5.2. Pensez-vous que sont les actions menées dans le cadre du PAES peuvent-elles améliorer l’environnement scolaire ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1.3. Comment appréciez-vous les actions dans la mise en œuvre du PAV par rapport aux conditions d'apprentissage ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Annexe 12 : Situation des constructions de salle de classe et ouvrages annexes.



Ministère de l'Education nationale
Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education

Programme de construction des salles de classe et d'ouvrages annexes dans la région de Thiès

Période 2013- 2015

FINANCEMENT : JICA VI

Enseignement élémentaire					
IEF	Collectivité Locale	Nom de l'établissement	Nbre de salles de classe	Nbre de blocs administratifs	Nbre de cabines d'hygiène
TIVAOUANE	Com Tivaouane	Tivaouane 13	7	1	8
TIVAOUANE	Com Tivaouane	Tivaouane 16	8	1	8
TIVAOUANE	Com MBoro	Mérina GUEYE	6	1	6
THIES DEPARTEMENT	CR Thienaba	Keur Yoro SADIO	6	1	6
THIES DEPARTEMENT	Com Pout	Pout 5	10	1	10
THIES DEPARTEMENT	CR Ngoudiane	Abdoulaye SENE	8	1	8
THIES DEPARTEMENT	CR Thienaba	EFA Thiénaba SECK	9	1	10
THIES VILLE	Com Thiès	Route de Dakar 2	2	1	6
THIES VILLE	Com Thiès	Sud Stade	6	1	6
sous total			62	9	68

Enseignement moyen					
IEF	Collectivité Locale	Nom de l'établissement	Nbre de salles de classe	Nbre de bloc administratif	Nbre de cabines d'hygiène
TIVAOUANE	Com MBoro	CEM mboro 2	13	1	14
TIVAOUANE	CR Notto	CEM Notto	9	1	10
THIES DEPARTEMENT	CR Ngoudiame	CEM Diack Bodokhane	19	1	20
THIES DEPARTEMENT	CR Notto	CEM Pakhmi	14	1	14
THIES DEPARTEMENT	CR Ndiayene Sirah	CEM Ndiayene Sirah	13	1	14
THIES VILLE	Com Thiès	CEM Darou Salam	10	1	12
Total			78	6	84
<p>Les travaux de construction sont achevés et le niveau d'avancement global est de 100% depuis le mois d'août 2014. Il reste la contrepartie de l'Etat portant essentiellement sur des BH; accordement électricité et point d'eau. Un Budget est dégagé pour cela et pour la couverture de la totalité du projet.</p>					

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

❖ OUVRAGES

1. **BA I., FALL M. DIAGNE A. DAFTE G. et SECK A.**, *Le financement de l'éducation au Sénégal ?*
2. **BOURDON J.**, *Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu*, 2006
3. **CAILLODS F.**, *Les perspectives de la planification de l'éducation*, Paris : **UNESCO, 1989.**
4. **CLING et al**, *Problématique du financement d'un système éducatif plus égalitaire*
5. **DE PERETTI A.**, *Organiser des formations ; Former, organiser pour enseigner*, Paris, 2011
6. **DRAXLER A.** "New Partnerships for EFA: Building on Experience" Paperback – December 31, 2008.
7. **RAYNAL, F. et RIEUNIER, A.**, *Pédagogie : Dictionnaire des concepts clés-apprentissage, formation, psychologie cognitive*, ESF éditeur, 2009.
8. **TRAORE, A.**, *Le management et le manager de projet*, CESAG ,2011

❖ RAPPORTS ET ARTICLES

1. **ANSD**, *Rapport du recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage, Sénégal ,2013.*
2. **BEXCO/IA/THIES**, Résultats scolaires CFEE, 2014
3. **CEPED**, *Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu*, 2006.
4. **CODESRIA**, *Le financement de l'éducation : problématique du partage des coûts et réformes budgétaires : cas de l'enseignement primaire et secondaire au Niger*, 2009.
5. **COSYDEP**, *Le financement de l'éducation au Sénégal : réalités du terrain*, 2010.
6. **CRES**, *Evaluation des 10ans du PDEF*, 2011.
7. **Forum Civil**, *Gouvernance dans le secteur de l'éducation au Sénégal*, 2011

8. **Institut de Statistique de l'UNESCO**, *Le financement de l'Education en Afrique subsaharienne* 2011
9. **JICA**, *Lettre d'information JICA-SENEGAL, Edition N°1*,2013
10. **JICA**, *Feuille de route*, 2012
11. **JICA**, *Programme de construction des salles de classe et d'ouvrages annexes dans la région de Thiès*, DPRE /MEN, 2013-2015.
12. **MEN**, *Décret 2012-1276 relatif à la création des Inspections d'Académie et des Inspections de l'Education et de la Formation*
13. **MEN**, *Arrêté n°010656 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Inspections d'Académie et des Inspections de l'Education et de la Formation*
14. **MEN**, *Lettre de Politique Générale pour le Secteur de l'Education et de la Formation*, 2012
15. **MEN**, *Loi d'Orientation de l'Education nationale N° 91.22 du 16 février 1991*.
16. **MEN**, *PAQUET-EF* 2013-2025
17. **MEN/DPRE**, *PDEF Rapport d'exécution technique et financière*, 2007, p.117
18. **PAES**, *Résultats sur la mise en place des CGE*, 7^{ème} Comité conjoint de coordination, dakar, 26 août 2014.
19. **PNUD**, *le Guide de suivi et évaluation des projets et programmes à l'exécution nationale*, Avril 2007.
20. **PREMST**, *Rapport bilan annuel de la formation dans les cellules 2012/ 2013(trois régions pilotes)*.
21. **PREMST**, *Rapport Etude de base*, 2012
22. **UNESCO**, *«Teachers and educational quality: Monitoring Global Needs for 2015»*, 2007
23. **UNESCO**, *Rapport de suivi mondial 2005 sur l'EPT*, 2005
24. **UNICEF**, *Rapport 2006*.

❖ **MEMOIRES**

2. **CISSE, Abdoulaye**, *Contribution à l'amélioration de la performance de la composante Soft du projet de construction des salles de classe de la Coopération Japonaise*,**DESAG,CESAG,2006**

3. **NDIAYE, Amadou Moctar**, *l'analyse d'un dispositif de formation localisée : le cas de l'intervention de la JICA dans le département de Linguère*, **DSIGF, CESAG, 2011.**
4. **NIANG, Mariama**, *Contribution des ONG au financement du secteur de l'éducation au Sénégal : cas de l'ONG Plan International dans les réalisations de l'Inspection départementale de Thiès*, **DESAG, CESAG, 2013.**
5. **NZALY, Joseph**, *Analyse de l'efficacité d'un dispositif de formation en éducation : cas du PREMST*, **DSIGF, CESAG ,2014**

WEBOGRAPHIE

1. [http //www.jica.go.jp/french](http://www.jica.go.jp/french)
2. [http //www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org)
3. [http //www.education.gouv.sn](http://www.education.gouv.sn)

TABLE DES MATIERES

Dédicace	i
Remerciements	ii
Sigles et abréviations utilisés dans cette étude	iii
Résumé exécutif du mémoire	v
Liste des figures.....	vii
Liste des annexes.....	viii
Sommaire.....	ix
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET CONTEXTE DE L'ETUDE.....	11
Chapitre 1 : CADRE THEORIQUE.....	12
1.1 Revue de littérature.....	12
1.1.1 Analyse des approches de financement de l'éducation	12
1.1.2 Financement public de l'éducation.....	14
1.2 Analyse conceptuelle.....	15
1.2.1 Définition des concepts relatifs au thème.....	15
1.2.1.1 Evaluation.....	15
1.2.1.2 Dispositif d'évaluation	16
1.2.1.3 Partenaires Techniques et Financiers	17
1.2.2 Définition des concepts relatifs aux questions et objectifs de la recherche... 18	
Chapitre 2 : CONTEXTE DE L'ETUDE.....	20
2.1. Présentation du cadre d'étude.....	20
2.1.1. Situation géographique et caractéristiques de la région de Thiès.....	20
2.1.1.1. Situation géographique.....	20
2.1.1.2. Caractéristiques démographiques et socio-culturelles	21
2.1.1.3. Caractéristiques socio-économiques	21
2.1.2. Présentation du secteur de l'Éducation et de la Formation au niveau régional	
21	
2.1.2.1. Les missions de l'Inspection d'Académie.....	22
2.1.2.2. Les objectifs et visions	23
2.1.2.3. Les orientations stratégiques	23
2.1.2.4. Les priorités.....	24
2.1.3. Présentation de la JICA	24
2.1.3.1. Situation géographique et historique de la JICA.....	25
2.1.3.2. vision, missions et orientations stratégiques de la JICA	26

2.2.	Méthodologie de recherche	28
2.2.1.	Choix des variables.....	29
2.2.1.1.	Présentation de la population d'étude	29
2.2.1.2.	Type d'échantillonnage	29
2.2.2.	Description des instruments et stratégie de collecte de données.....	30
2.2.2.1.	Description des instruments de collecte des données.....	30
2.2.2.2.	Stratégie de collecte des données	31
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION, ANALYSE, INTERPRETATIONS DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS		32
Chapitre 3 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS.....		33
3.1.	Présentation des résultats.....	33
3.1.1.	Les réalisations de la JICA dans la région de Thiès à l'Elémentaire et au Moyen 33	
3.1.1.1.	Situation des constructions de salles de classes (2012-2014)	33
3.1.1.2.	Situation des ouvrages annexes (2012-2014).....	34
3.1.2.	Résultats obtenus dans les tests et dans les observations de leçons	35
3.1.3.	Résultats obtenus sur le niveau de compétence des enseignants.....	37
3.1.3.1.	Résultats des formations dans les CAP.....	37
3.1.3.2.	Résultats des observations de leçons.....	38
3.2.	Analyse des résultats	39
3.2.1.	Interprétation des données	39
3.2.2.	Leçons apprises et capitalisation	41
Chapitre 4 : RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES		43
4.1.	Recommandations	43
4.1.1.	Renforcement du partenariat public-privé dans l'éducation.....	43
4.1.2.	Mise en place de multi-partenariat dans le financement de l'éducation.....	44
4.2.	Perspectives	45
4.2.1.	Renforcement de la gestion décentralisée et communautaire du système éducatif.45	
4.2.2.	Multi- partenariat, incubateur de programmes de développement de l'éducation	46
CONCLUSION GENERALE		48
ANNEXES		51
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES		79
TABLE DES MATIERES.....		82